

Directrice
Johanna Koyanvale Tormo

Rédacteur en chef
Louis Barchon

Rédacteur en chef
Étienne Miqueu

LA GAZELLE



Numéro 24

Septembre - Octobre 2018

Prix libre

Société

Valparaiso, cultures
et tourisms : petites
conquêtes entre amis

Page 2

Politique

Comment
est votre
croissance ?

Pages 4 et 5

Diplomatie

Quand l'OTAN
perd
le nord

Page 6

Économie

Déconquérir
les imaginaires, une
nécessité économique

Page 7

Sciences

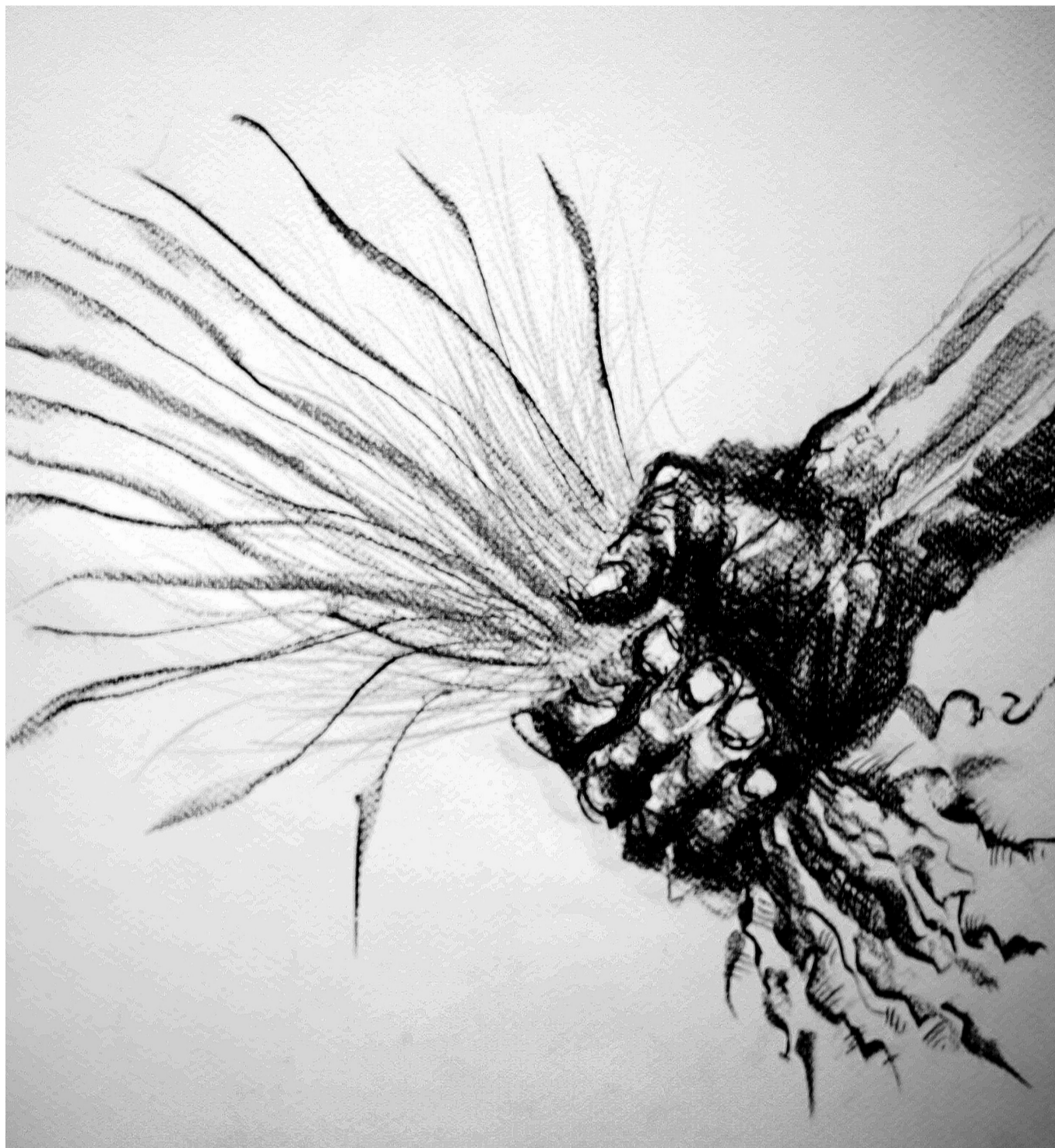
Pas de vacances
pour
la Méditerranée

Page 8

Culture

Contre
la « monarchie
du sexe »

Page 11



Les éclats d'ombres de Paul Fourcou

C'est avec les mots que nos rédacteurs explorent dans ce numéro les horizons de la conquête. Mais les images, elles aussi, peuvent dire bien des choses. Paul Fourcou est étudiant à l'École supérieure d'art de Lorraine, à Épinal. Il a illustré nos pages

avec ses dessins réalisés sous la chaleur du mois d'août.

« C'est un projet de conquête dans le décor de l'été. Récemment, je me suis souvent abrité du soleil, en cherchant partout des « éclats d'ombres ». Ceux que l'on voit dans les photogra-

phies argentiques de Pierre de Fenoyl. Ceux-là mêmes que l'on devine dans les textes de Camus. J'aime observer le jeu de la lumière traversant les paysages. Alors, j'ai repensé à la conquête, me disant qu'elle pourrait être l'ombre d'une main. L'image m'a plu. D'après elle, il me semble que conquérir revient à priver ce que l'on convoite de toute lumière. Recouvrir d'une ombre. S'étendre comme le font les branches des arbres, pour plus de place au soleil. Avec en dessous, l'ombre d'un territoire. Et plutôt que d'illustrer des variations de ce même thème, j'ai préféré proposer une histoire un peu floue. Celle d'un homme qui enterre les racines d'une plante, surmontée de mains. Des mains qui s'élèvent lentement au soleil. Quant au fusain, je l'ai utilisé pour ses accidents et ses nuances. Son noir, et ses reflets. Aussi parce que je n'avais rien d'autre. »



QUI SOMMES-NOUS ?

Créé à l'automne 2014, *La Gazelle* est un journal inter-universitaire, rassemblant des étudiants de plusieurs établissements parisiens dont Sciences Po, l'ENS, Paris I et Paris IV, l'INALCO, les Beaux-Arts... Son objectif : proposer un organe d'expression, pluraliste et non partisan, dont les articles critiques interrogent tous les deux mois un nouveau thème. Pour ce premier numéro, ce sera la Conquête. Bien d'autres sont à venir, comme autant d'entrées pour comprendre un monde complexe.

Dans cette perspective de faire proliférer les idées, d'inviter sans cesse à la réflexion, le Séminaire de la Gazelle organise pour la deuxième année consécutive un cycle de rencontres centré sur l'actualité des sciences sociales, ouvert sur la politique, la philosophie, la littérature et l'Histoire.

Lecteurs, lectrices, à vos plumes ! Pour venir noircir nos pages, n'hésitez pas à nous contacter.

Éditorial

Entre impasse et horizon

L'impossible est la tentation de notre espèce. Il nous obsède, et nous voulons le saisir, le dépasser, tels des Icare brûlant d'abolir leur finitude. A défaut de déborder réellement les frontières de notre humanité, nous jouons des coudes et de l'esprit comme pour prouver que nous ne manquons pas de style. Si la conquête prenait forme humaine, on l'imaginerait sans grande difficulté drapée de pourpre et dressée, l'œil sévère et victorieux, dans une attitude de défi. Mais cette représentation hiératique ne résiste pas à l'analyse, car penser la conquête signifie la désacraliser, sonder ses zones d'ombres, se frotter à ses contradictions, et se heurter à une inconnue qui ne nous laisse d'autre choix que de la prendre en compte. Le problème des termes « conquête » et « conquérant », est qu'ils excluent d'office toute vision du monde dissidente. Une conquête militaire par exemple, se fait toujours au détriment de la multitude anonyme des vaincus, qui se trouvent contraints à admettre l'existence d'une domination contre laquelle ils sont impuissants. La conquête amoureuse déploie une force centripète similaire, puisque le cœur conquis se reconnaît un maître unique auquel il abandonne sa liberté. La défaite se fait alors ravissement. Pour l'être humain, il vaut mieux (sauf grand amour) être l'auteur d'une conquête que son objet, sans quoi sa dignité se trouve mise à mal. Alors il marche sur la lune, colonise, invente la bombe nucléaire, goudronne des espaces naturels... mais une fois la dernière *terra nullius* « découverte » et la nature enfin complètement domptée, que se passera-t-il ? Nos rédacteurs questionnent ces problèmes et dénudent les impasses que dissimulent souvent des rhétoriques progressistes peu nuancées. Au seuil de ce numéro et de l'année universitaire qui s'ouvre devant nous, rappelons tout de même qu'une conquête, selon la forme qu'on lui imprime, peut être heureuse : tout dépend des limites qu'on choisit de repousser et de l'horizon qu'on s'emploie à éclaircir.

Johanna Koyanvale Tormo

CONQUÊTE : de *conquiere*, « chercher à prendre ». Le mot désigne, dans le domaine militaire, le fait de se rendre maître par les armes d'un territoire. Par métaphore, il se réfère à l'acquisition d'une chose par le déploiement de qualités d'ordre social, moral, intellectuel. Ainsi entre-t-il dans le champ lexical de la séduction, renvoyant à l'action d'amener à soi, d'exercer un pouvoir sur quelqu'un.



Valparaiso, culture et tourisme : petites conquêtes entre amis

L'essor d'un tourisme de masse axé sur la culture et la bohème caractéristique du port de Valparaiso invite à s'interroger sur ses conséquences à long terme pour la ville : doit-on craindre de voir le dynamisme portuaire sombrer au profit d'une « ville carte postale » ?

• LOÏC GUÉRINEAU •

Valparaiso a conquis toutes les âmes qui l'ont traversée : Pablo Neruda, Sting... ou encore Constance, blogueuse pour le site easy-voyage.com. Être conquis, c'est ici être séduit, comme de nombreux touristes, qui eux investissent en retour les lieux. Tomber sous le charme de cette ville côtière chilienne n'est en effet pas un délice réservé aux gros portefeuilles : on trouve des vols aller-retour en classe économique depuis la France dès 600 euros (avec escale et en s'y prenant à l'avance) et 140 euros peuvent satisfaire les plus petites exigences pour y séjourner une semaine. L'entrée du centre historique au Patrimoine mondial de l'Humanité de l'UNESCO en 2003 a d'ailleurs permis d'exploiter à son maximum le potentiel touristique de la ville : en 2016 avec près de trois millions de nuitées enregistrées, la région de Valparaiso est le premier contributeur de l'essor touristique national (+ 20 % en 2015) d'après l'Institut National des Statistiques du Chili (INE).

Or le tourisme est un processus de conquête à double-sens : si Valparaiso conquiert le cœur d'un nombre croissant de touristes chaque année, le tourisme en tant que phénomène structurel ne serait-il pas en train de conquérir la ville ?

L'histoire de la ville portuaire est marquée par des flux de migrations induits par son activité commerciale. Par exemple, les premiers corps de pompiers de la ville furent Anglais puis Allemands. L'architecture coloniale et le style néo-victorien importés depuis la Grande Bretagne font le charme du centre historique, « Les rues elles-mêmes portent le nom de "Francia", "Alemania", "Argentina", "Uruguay", "España" », conte Jean-Paul, jeune chilien qui possède une entreprise de construction. Les « vrais » porteños (les habitants du port) descendent de ces immigrations massives. La *Joya del Pacífico* reste encore aujourd'hui une ville où s'expatrient de nombreux européens tout en demeurant une cité de passage, que ce soit pour des étudiants en échange (*intercambio*) la plupart du temps européens et nord-américains ; ou bien des voyageurs (*mochileros*) plutôt latino-américains, en provenance majoritairement d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay.

Être conquis, c'est ici être séduit

Alors comment expliquer ce sentiment étrange de ne pas être dans la même ville lorsque l'on se balade dans les *cerros* (quartiers) touristiques Alegre et Concepcion (ceux qui valent à la ville son attribution au Patrimoine mondial de l'UNESCO ndr.) ? On y entend autant parler français qu'anglais que chilien, des établissements hôteliers luxueux se dressent aux côtés de galeries d'art tenues par des artistes californiens et de restaurants internationaux tels que « Le Filou de Montpellier ». Les prix s'envolent et la bière coûte aussi cher que dans le centre d'Amsterdam (7 euros la pinte en moyenne contre 3 euros le litre au *Liberty*, bar populaire du quartier du port), dans des bars dont l'atmosphère rappelle celle des cafés parisiens. Voilà une inquiétante familiarité qui permet de cerner le noeud du problème : c'est l'identité culturelle de Valparaiso que menace le tourisme en y imposant ses normes standardisées. Mais dans quelle mesure ? En dehors de ces quartiers patrimonialisés, le tableau reste authentique et la fréquentation touristique, certes moindre, n'est pourtant pas en berne.

Premièrement, les enjeux de la patrimonialisation renvoient aux sources de revenu de la ville. Si le tourisme a permis au port de prendre un essor économique nouveau après la dépression occasionnée par l'ouverture du canal de Panama en 1914 et la fréquentation déclinante des navires de commerce, l'aide internationale apportée par l'UNESCO supplante aujourd'hui les revenus liés au port, privatisé au début des années 2000. Ce qui signifie que l'UNESCO possède un droit de regard très important sur les investissements de la ville. En décembre dernier, un projet de centre commercial a dû être abandonné car l'institution internationale a menacé d'ôter à la ville son titre, et par là ses financements. Le projet, « *Parque de mar Puerto Baron* », entendait faire d'un immense terrain vague inutilisé un espace public contenant parc, espaces verts, installations culturelles et sportives, protections anti-tsunami et centre commercial. Ce chantier présentait un réel espoir de développement économique et social d'une zone pauvre de la ville, avait été approuvé par consultation citoyenne et avait le soutien de la mairie. Il fut pourtant déclaré « rupture du paysage urbain » par un rapport de l'UNESCO qu'avait demandé l'État chilien qui craignait de voir ainsi entaché une de ses principales vitrines touristiques. Le plaisir des yeux de touristes en mal de bohème doit-il l'emporter sur les demandes locales de développement ?

Ce phénomène participe cependant d'une mercantilisation de la culture

À ces considérations matérielles s'ajoute la problématique de l'« identité culturelle ». Source d'un « *grand malentendu* » comme le titrait le linguiste Patrick Charaudeau lors du Congrès de l'Amérique latine et des Caraïbes de Rio en 2004, il renvoie souvent à tort à une sorte d'essence pure et figée d'une société. Or la culture sur laquelle repose l'identité culturelle, dans sa définition anthropologique, est un ensemble non seulement hétérogène mais aussi dynamique. Menacer une identité culturelle, c'est donc en réalité entraver son renouvellement. Et paradoxalement, la volonté de l'UNESCO de protéger une identité culturelle peut alors mener à sa perte. Valparaiso, éternelle source d'inspiration pour les artistes, montre des symptômes d'une telle essentialisation de la culture. Pour le clip vidéo de leur chanson *El Dulce de Leche*, les français du groupe Tryo ont tourné dans les rues pittoresques du puerto principal, avant de donner un concert exclusif... à Santiago, et d'y rencontrer les étudiants de la prestigieuse Universidad de Chile, au cours de conférences restées dans la mémoire de Cristian, alias A314C, aujourd'hui graffeur reconnu de la capitale, et alors étudiant en Art à la « U de Chile ». « *On avait bien discuté, et franchement ils [les musiciens de Tryo] m'ont inspiré. Je leur dois quelque chose* ». Avec le financement étatique des seuls projets qui rapportent, ce phénomène participe cependant d'une mercantilisation de la culture. L'UNESCO et l'Etat chilien contribuent donc à la conquête de la ville par le tourisme : en créant de facto un quartier carte postale aux airs de Disneyland d'une part, et en subordonnant les grands travaux ainsi que l'aide au développement culturel à la protection d'une identité culturelle figée d'autre part.

Or, Jorge Sharp, élu à la mairie de Valparaiso en 2016, tient à contrebalancer ces dynamiques. Son projet de « mairie citoyenne » (*alcaldía*

ciudadana) entend faire de la mairie un axe de transmission des décisions plus qu'une instance discrétionnaire en soi. Cela afin de donner les rênes de la ville aux comités citoyens qui forment le conseil municipal. La conséquence principale de cette gestion innovante sur le développement culturel de la ville est qu'elle favorise l'essor d'une culture qui permet le renouvellement incessant de la culture à Valparaiso. Et c'est justement dans ce renouvellement et cette culture *under* que réside l'identité culturelle de la ville, et ce sans compromettre le tourisme, puisque Valparaiso a ceci de particulier qu'elle attire par son aura des touristes aux profils sociologiques certes variés, mais qui possèdent en commun le goût de l'*under*. Les fonds de la ville sont en effet distribués à des projets de quartiers qui accompagnent le bouillonnement culturel de la ville à l'instar du Parque de las Artes Violeta Parra dans le quartier populaire de Playa Ancha. La culture hors les murs se mesure ici tant en quantité qu'en qualité, et c'est bien à Valparaiso que des DJ's émergents participent à inventer la techno de demain. C'est ici aussi que les concerts de reggae, de ska ou d'afrobeat sont légions dans les bars et caves enfumées du port. Et c'est toujours à Valparaiso que les jeunes graffeurs s'exercent sur des murs qui changent constamment de peau. Un résultat gagnant-gagnant, en attendant peut-être une autre vague de patrimonialisation ? Si l'on change « techno » par « *cueca* » et « graveurs » par « peintres », le tableau ressemble au Valpo colonial aujourd'hui exposé au quartier historique... ✎



La francophonie au Québec, entre reconquête et nationalisme

• VALENTIN LEMAIRE •

Les Québécois, peuple conquis ou conquérant ? Depuis la colonisation, leur identité n'a cessé de se construire autour de luttes d'influences. C'est pourtant de ce choc constant de cultures qu'a émergé un peuple qui a su, comme nulle part ailleurs, conserver sa particularité et son unité.

L'histoire du Québec peut être abordée par le prisme des conquêtes, voire de la reconquête : la province canadienne est en effet l'épicentre d'une lutte en vue de la sauvegarde d'une identité culturelle particulière, cristallisée en grande partie autour de la francophonie. Première conquête lors de la colonisation : deux expéditions vers le Nouveau Monde (en 1534 et 1535) permettent à Jacques Cartier, envoyé par la Couronne française, de fonder une colonie qui pose les bases de ce qui constitue actuellement la province du Québec. Lors de la Guerre de Sept Ans, les Anglais enchaînent les victoires au Québec, mettant fin à la présence française au sein de la colonie. A l'occasion de la signature du Traité de Paris le 10 Février 1763, le Roi Louis XV cède l'ensemble des colonies françaises en Amérique du Nord. S'ensuivent plus de trois siècles au cours desquels le peuple québécois acquiert une « identité de colonisés ». Un programme d'assimilation culturelle impitoyable est mis en place par l'Angleterre : la langue anglo-saxonne est imposée comme seule langue officielle, l'Église catholique est brimée par l'anglicanisme, et tout au long du XIXe siècle les anglophones luttent (souvent violemment) contre l'affirmation des francophones avec le soutien des institutions. Les francophones acquièrent un statut d'opprimés qui, par nécessité, leur confère une volonté de lutter pour pouvoir survivre. Au sein de leur propre province, les Québécois sont dominés

par des anglophones plus riches, plus influents, si bien que l'expression « nègre blanc » apparaît pour désigner ces colons colonisés. Cependant, en 1867 avec la naissance du Dominion canadien (statut qui lui donne une certaine indépendance au sein de l'Empire britannique), dont le territoire est séparé en quatre provinces (dont le Québec), les Québécois peuvent commencer à organiser par eux-mêmes leur vie, affirmation qui ira croissante jusqu'au milieu du XXe siècle.

Le Québec, dont le statut de province canadienne lui confère une certaine indépendance, mais qui doit composer avec un gouvernement fédéral qui entend promouvoir unité et unicité, a dès l'origine cherché à prendre en main son autonomie. Durant la Révolution Tranquille de 1959 à 1966, dont la figure principale fut le premier ministre du Québec Jean Lesage, la Belle Province voit progressivement changer son statut de « province arriérée » par rapport au reste du pays. Un changement d'autant plus fondamental que les réformes se font « à la québécoise », c'est-à-dire qu'elles permettent l'affirmation du particularisme francophone par rapport à la domination anglophone. L'hydroélectricité est nationalisée, et non plus unilatéralement contrôlée par des industriels anglophones. Bref, une période où le Québec illustre sa différence aussi sur le plan politique.

On ne peut comprendre la suite du développement politique du Québec sans étudier deux partis quelque peu antagonistes mais ayant eu un rôle égal dans la définition de ce qu'est la souveraineté québécoise aujourd'hui. En premier lieu, le Parti Libéral québécois, le plus ancien de la province, plutôt fédéraliste, qui reste indépendant



Nouvelle aire, nouvelle ère L'Occident au-delà du matérialisme ?

• PIERRE KERZERHO •

Au début du troisième millénaire, l'humanité vit dans une boîte à chaussures. Si les derniers siècles de notre Histoire ont été marqués par l'exploration et la colonisation de nouveaux territoires, les humains se trouvent désormais confinés au sein d'un monde dont ils ont presque entièrement foulé, scruté et exploré la surface. L'irréductible esprit d'expansion de certains, qui leur fait envisager la colonisation des océans et de l'espace, souligne l'ironie de notre Histoire : les ultimes *terra nullius*, c'est-à-dire les espaces encore vierges et susceptibles d'être colonisés, ne se situent plus sur la terre ferme, mais sur mer ou dans l'espace. Le Traité de l'Espace signé en 1967, élaboré en pleine Guerre Froide, témoigne de la volonté de préserver un équilibre entre puissances spatiales contre l'exercice d'un droit exclusif tel que celui de propriété. La violation de ce traité par des pays comme les Etats-Unis en 2015 avec le fameux *SpaceAct* ou le Luxembourg en 2017 est d'ailleurs révélatrice de l'ampleur des enjeux liés à l'exploitation de ces ressources stellaires. Les sociétés humaines entrent de fait dans une ère inédite où les surfaces terrestres et leurs ressources, sources primaires de leur développement, se raréfient, allant jusqu'à l'accaparement de celles-ci dans certaines régions du monde, c'est-à-dire d'importants achats de surface agricole par des capitaux étrangers dans des pays en développement. Le continent africain abrite sans doute les exemples les plus frappants de cette pratique avec des taux d'accaparement qui représentent parfois plus de la moitié des terres cultivables comme au Libéria.

tation des ressources terrestres doit interroger sur le modèle économique à faire prévaloir, l'expansion infinie des besoins humains dans un espace fini rendant impossible la cohabitation pacifique de plusieurs modèles de développement. Cette incompatibilité a d'ailleurs déjà donné lieu en France à plusieurs mouvements de protestation contre des projets d'aménagements territoriaux menaçant des activités rurales traditionnelles. Dans les années soixante-dix, l'opposition au projet d'extension du camp militaire du Larzac sur le plateau éponyme avait suscité une vive mobilisation, non seulement d'exploitants locaux mais aussi de militants altermondialistes. Depuis, le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes est venu confirmer l'immixtion d'activistes extraterritoriaux dans la contestation de projets d'aménagement locaux. Dans ces deux cas, les mobilisations ont aussi donné lieu à l'établissement de communautés fondées sur des modes de vie alternatifs, traduisant une politisation accrue des enjeux relatifs à l'aménagement du territoire. Comme le note Proudhon dans son essai *La Guerre et la Paix* (1861), la naissance d'un conflit est liée à la fois à la disponibilité de ressources et à leur degré d'importance dans le développement ou la survie d'une société. Dans les temps archaïques, ces conflits se jouaient justement autour de la possession des meilleures pâtures, des meilleurs champs ou d'un accès à l'eau. Dans un monde fini, la liberté née de l'autosuffisance est menacée par la possibilité d'une propriété débridée, extensible à l'infini et ignorante de ses retombées sociales et environnementales. Ceci explique la remise en question d'une conception classique de la propriété par certains groupes d'activistes, notamment présents à Notre-Dame-des-Landes au sein des Zones A Défendre (ZAD). Cette approche classique de la propriété fait de l'achat la seule condition d'accès aux prérogatives propres à ce droit, notamment l'usage du bien (*usus*) et son exploitation (*fructus*), indépendamment de la manière dont ces droits s'exercent concrètement. Une telle propriété est donc théoriquement illimitée à l'inverse d'autres formes juridiques comme la possession, plus proche de l'action des militants et d'inspiration anarchiste. La possession correspond à la véritable maîtrise d'un bien, une propriété de fait qui préférerait un droit qui s'acquerrait par l'usage (ce qu'on appelle en droit l'usucapion) à un usage qui s'acquerrait par le droit. Conditionnés par un usage direct et physique, les possessions d'une personne seraient donc limitées.

L'humanité vit dans une boîte à chaussures

La convoitise des terres agricoles se retrouve aussi en France, où à un degré moindre, on observe sur les vingt dernières années une nette augmentation du volume et des prix des transactions sur les fonds agricoles. Les données publiées par le ministère de l'Agriculture et les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) en 2016 font état d'une augmentation des prix du foncier rural de presque 40 % pour les prés et champs loués, plus de 50 % pour les terrains libres. Cette demande répond à des stratégies concurrentes qui concernent notamment la destination des terrains acquis, c'est-à-dire la nature de leur affectation, agricole ou urbaine par exemple. Si la concentration de la propriété foncière due à l'implantation d'exploitations industrialisées est un fait bien connu, le phénomène de périurbanisation est également responsable de ces transferts de propriété. Après la fin de l'exode rural dans les années soixante-dix et l'accroissement de la population urbaine, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) note l'installation de populations sociologiquement urbaines en milieu rural dans la zone d'influence des agglomérations, empiétant progressivement sur les campagnes. La ruée vers la propriété foncière a cependant pour conséquence une réduction de l'accès à la propriété des acteurs les plus faibles économiquement. Dans leur rapport annuel de 2018, les SAFER soulignent ainsi le recul croissant de la part des achats réalisés par des fermiers et la montée en force des formes sociétaires.

Ces transferts de propriété semblent injustes quand ils s'opèrent au détriment de ceux qui exploitent la terre de manière durable. La limi-

L'expansion infinie des besoins humains dans un espace fini

La prospérité économique de l'Après-Guerre dans les pays industrialisés avait conduit des sociologues tels qu'Inglehart à prophétiser l'essor de conflits post-matérialistes dans le monde occidental, c'est-à-dire des conflits tournés vers l'acquisition ou la défense de droits non économiques ou non physiques, par exemple la liberté d'expression, la protection de la vie privée, la reconnaissance des identités sexuelles et de genre ou la visibilité des minorités, instaurant ainsi un hiatus politique et culturel entre pays développés et en développement. Les conflits suscités par la raréfaction relative des terres constituent cependant une preuve que les enjeux matérialistes dans les pays développés sont loin de perdre du terrain.

du parti libéral canadien, mais, dans une certaine mesure, reste soumis à ce dernier, longtemps représenté par Pierre-Elliott Trudeau. Le père de Justin, l'actuel Premier ministre canadien, est une figure qui divise beaucoup, à tel point qu'il est vu par de nombreux québécois comme une sorte de traître. Élu à la tête du Canada en avril 1968, né au Québec, il fait pourtant partie d'une élite politique bilingue qui voit en l'union actuelle des anglophones et des francophones le seul avenir du Canada. Une grande partie de son mandat est donc caractérisée par une lutte acharnée contre l'indépendantisme grandissant. Le mandat de Trudeau est marqué par la Crise d'Octobre (1970) : des membres du Front de Libération du Québec (FLQ), un groupe terroriste indépendantiste, prend en otage un diplomate britannique et le ministre du Travail du Québec, Jean Laporte. Ce dernier décède pendant sa détention. Soutenu par Bourassa et le maire de Montréal, Pierre-Elliott Trudeau proclame la Loi sur les Mesures de guerre. L'armée prend le contrôle de la Belle Province, perquisitions et rafles s'ensuivent. Beaucoup voient en ces mesures un acte de dictature, réduisant à néant la souveraineté québécoise. Ces événements sont donc fondamentaux dans l'émergence du principal parti indépendantiste québécois : Le Parti Québécois (PQ).

Un acte de dictature, réduisant à néant la souveraineté québécoise

Sans jamais parvenir à accomplir leur idéal, les acteurs du PQ ont beaucoup œuvré pour l'affirmation de l'identité de leur province. Fondé en 1968 par un ancien ministre libéral sous Lesage, René Lévesque, le Parti Québécois se place directement en opposition par rapport aux libéraux. Lévesque est élu Premier ministre du Québec avec

son parti en 1976. Le nouveau chef de la Province ne cache pas son désir d'aller au plus vite vers l'indépendance. Sa première mesure phare est l'adoption de la Charte de la Langue française, ou loi 101, votée le 26 août 1977. Celle-ci impose le français à l'ensemble de l'espace public québécois (commerces, publicité, enseignement, etc.). S'en suit le projet phare des péquistes : le référendum pour la souveraineté du 20 avril, qui voit cependant le « non » l'emporter à 59,6 %. L'opinion publique québécoise reste majoritairement liée au fédéralisme, même si lors du second référendum du 30 octobre 1995 porté par le gouvernement de Jacques Parizeau, le « non » ne l'emporte qu'avec moins d'1 % d'écart.

Que peut-on conclure de la « Reconquête » de leur identité par les Québécois ? Si la question de l'indépendance est restée en suspens, peu abordée depuis l'échec de 1995, il est cependant possible d'affirmer que les Québécois ont malgré tout repris possession de leur Province tout au long du XXe siècle. L'industrie s'y est développée (hydroélectricité, secteur minier, pêche, etc.) et Montréal se démarque progressivement comme un centre d'activité notable : de nombreuses entreprises s'y installent (Ubisoft, Bombardier, etc.) tandis que l'innovation (aéronautique, biotechnologie, pharmaceutique) y est florissante. Cela peut être associé au secteur universitaire de la capitale de la Province : à McGill, l'Université de Montréal ou Concordia, de nombreux étudiants étrangers affluent et contribuent à dynamiser la ville.

Après plusieurs siècles de lutte en vue de préserver leur identité, les Québécois semblent avoir trouvé un point d'équilibre au sein duquel leur culture peut vivre et n'a plus à survivre. Montréal est devenue une destination culturelle de choix, le cinéma québécois (Xavier Dolan, Denis Villeneuve, etc.) conquiert le marché mondial. Le Québec, terre d'avenir ? Les nombreux Français qui envahissent le quartier du Plateau Mont-Royal à Montréal vous réprendront certainement que oui.



Conquête atomique, conquête désirable ?

• CLAIRE EGNELL •

Une différence de nature et non de degré

Les six pays détenteurs de la bombe nucléaire possèdent désormais le pouvoir de mettre fin à toute forme de vie complexe sur terre. La conquête paroxystique de la technologie atomique replace au premier plan un problème de la maîtrise des technologies, alors que la plupart des dirigeants actuels ne se déclarent pas complètement opposés à un recours à l'arme nucléaire qui conserve son rôle d'« arme stratégique », une arme dont la perception générale semble échouer à reconnaître (ou faire reconnaître) le caractère exceptionnel. Car il s'agit bien d'une différence de nature et non de degré qui sépare la bombe atomique des armes classiques. Retour partiel et incomplet sur l'histoire de l'arme nucléaire.

L'arme atomique commande une réflexion sur son utilisation

La bombe atomique a fait l'objet de deux utilisations, qui ont contribué à mettre fin au conflit le plus meurtrier de l'Histoire. Elle est également un élément-clé de la guerre suivante, la Guerre Froide. Entre ces deux moments, se déroule une évolution technologique importante. Les bombes utilisées à Hi-

roshima et Nagasaki, et auxquelles on a attribué une certaine forme de réussite, sont des bombes A. Elles reposent sur le principe de fission d'un atome qui libère une énergie responsable de la détonation. Au cours de la guerre froide, on élabore des bombes à fusion, des bombes H ou thermonucléaires qui utilisent la bombe A comme le déclencheur d'une fusion entre deux atomes, libérant une énergie théoriquement 1000 fois supérieure à celle de *Little Boy*, larguée sur Hiroshima. L'histoire de ses premiers essais, édifiante, est aussi absurde que ce dernier chiffre. Circulait entre les scientifiques un pari sur la probabilité que le processus ne déclenche une fusion des atomes d'hydrogène contenus dans l'atmosphère, et dans l'eau des océans. En clair, il s'agissait de savoir si la fusion, en atteignant des températures introuvables à l'état naturel à la surface de la terre, n'allait pas annihiler l'atmosphère. L'initiateur du pari, F. Fermi, déclara à ce sujet : « *I feel I am now in a position to make a book on two contingencies 1) That the explosion will burn New Mexico, 2) That it will ignite the all world* ».

Il est difficile, ou bien trop facile, de porter un jugement sur l'Histoire. Pourtant certains faits autorisent un recours à l'absolu. Et dans ce cas-ci, il semble que rien n'aurait pu justifier le déploiement des armes nucléaires, au regard de leur terrifiant pouvoir de destruction. Après



Comment est votre croissance ?

Alors que la doomsdayclock est plus près que jamais de son terme, il est temps de revoir notre évaluation des dogmes qui nous ont permis d'en arriver là, sous peine de perdre ce que nous avons si durement conquis.

• GHISLAIN LUNVEN •

Changer de perspective

Face aux dangers qui caractérisent notre époque (on parle ici de dangers que l'homme a lui-même créés), et compte tenu du pouvoir sans précédent que nous avons désormais sur notre espèce, il faut sans tarder remettre en question les principes à l'origine de cette situation. Romain Gary avait montré la voie avec son héros Morel, dans ce qu'il reconnut a posteriori comme le premier roman écologique, *Les racines du ciel*. L'écrivain fait ainsi s'exclamer Saint Denis, le narrateur : « *il y avait aussi le déboisement, la multiplication des terres cultivées, le progrès, quoi !* » pour parler des menaces pesant sur les troupeaux d'éléphants d'Afrique subsaharienne. Au-delà de la protection de la faune, menacée par la conquête de l'homme sur la nature, cette phrase souligne avec acidité que la course au progrès de notre société ne se fait pas toujours au profit d'un plus grand bien et que la valeur positive de ce dernier doit en permanence être questionnée. Il n'est pas nécessaire de caractériser cette idée de progrès ; il peut certes être multiforme : technique, moral, économique, physique, etc., mais dans tous les cas, il n'est que le résultat de notre insatisfaction congénitale, notre envie de *faire mieux* (ou d'avoir plus). Or comme l'adage le dit si bien, le propos est ici de montrer que ce *mieux* est aujourd'hui l'ennemi du *bien*.

Certes, toujours des fâcheux ont craint la nouveauté, ont vanté les avantages de modes de vie passé, souvent parce que le coût de changer leurs habitudes leur faisait préférer une critique amère. Pour autant, plus ridicule encore (car les Casandre finissent toujours par avoir raison, quand

les Candide finissent toujours par être moqués), toujours des optimistes systématiques, voire béats, ont choisi de ne pas balayer les dangers et les défis de leur époque, se confiant aveuglément dans la science, leur foi dans un arrière-monde, ou leur bêtise.

Mais dans le roman de Gary, ces optimistes n'ont même pas la circonstance atténuante de la naïveté, mais s'assument froids industrialisateurs – tant Waitari, le tchadien indépendantiste et anticolonialiste, que les colons français – ne supportant pas la poignée de résistants (l'analogie avec la Résistance est partout présente) qui n'arrive pas malgré un soutien diffus de l'opinion publique à lutter contre le *toujours plus* de la civilisation (le progrès sous toutes ses formes), l'extension de ses villes, du pouvoir des hommes et de sa mainmise sur la nature. Contre ces *industriels*, il est sain de cultiver le doute dans la modernité en train d'apparaître dans nos sociétés. Pour l'heure celui-ci n'est récupéré politiquement que par des partis qui surfent hypocritement sur la vague comme le Rassemblement National en France, en l'absence de propositions valables dans le spectre politique. C'est que l'apathie d'une élite adverse aux idées parce qu'elle ne voit partout que réaction, fascisme et populisme, fait obstacle à un examen sincère de notre époque.

Pourtant ce doute du moderne s'installe bien au-delà de sphères extrêmes, comme l'illustre la série qui nous rappelle à chaque épisode que la modernité correspond aussi à une surveillance de plus en plus généralisée et la mise sous tu-

telle de l'individu par des léviathans se targuant de mieux défendre nos intérêts, notre sécurité ou notre bien-être. Exemple : les notes sociales évaluant le civisme des individus, données par ses concitoyens, par les autorités ou grâce à la surveillance vidéo... Quel progrès pour le civisme et le vivre ensemble ! D'un réalisme froid, cette série se fait déjà dépasser par la réalité puisqu'un tel système est progressivement adopté en Chine : certaines personnes découvrent ainsi qu'elles ne sont plus autorisées à prendre le train, ou devront payer plus cher certains services, parce que leur note n'est pas suffisamment élevée. Fait intéressant par ailleurs, cette dystopie ne porte que sur les risques découlant du progrès technologique et non sur les risques écologiques, comme s'il était impossible de lier les deux dans une critique holistique. Or un lien est bien possible justement par un changement de perspective et un renversement des affectations traditionnelles de valeurs aux concepts qui ont été les moteurs de l'*hybris* humaine sur ces derniers cent cinquante ans. Parmi ces concepts, celui de la croissance, qu'il faut à tout prix reconsidérer.

Pas de croissance durable

Refaisons un rapide détour par Gary dont certains perçoivent la position manichéenne comme datée. Son personnage principal, Morel, demande à choisir entre la protection de la nature et le développement des activités humaines. Il est vrai qu'entre le Goncourt de 1956 et aujourd'hui, nous avons introduit la notion de croissance durable et endogène... Mais si ces concepts ont connu leur âge d'or vers les années 1990 ou 2000, ils sont lar-

gement dépassés aujourd'hui où les idées de décroissance, de limite, de sobriété sont bien plutôt à l'ordre du jour. Il suffit de voir la tribune dans *Le Monde* de Jean-Baptiste Fressoz, co-auteur de *L'Événement anthropocène*, critiquant le mythe d'une économie circulaire (*L'économie circulaire tourne en rond*) où une croissance perpétuelle serait envisageable, ou les positions de l'économiste de l'Agence Française de Développement (AFD) Gaël Giraud. Rappelons à titre d'exemple, démontrant s'il le fallait encore l'absurdité d'une prétendue réconciliation entre la croissance économique et la nature, que l'on découvre un peu plus chaque jour que les éoliennes ou les panneaux solaires ne sont absolument pas plus durables que d'autres sources d'énergie, bien que légèrement plus propres et un soupçon moins risqués. Les pales des nouvelles éoliennes, dans lesquelles se reconvertissement même les fonds d'investissements, emploient des matériaux que nous ne savons pas recycler, en plus de l'énergie grise dépensée pour les installer. Même chose pour les panneaux solaires qui seront un vain souvenir dans quelques décennies lorsque les terres rares viendront à manquer.

Gary, en plus de représenter l'alternative irrémédiable exposée plus tôt et qui tient dans la phrase de Jean-Baptiste parlant du Messie : « *il faut qu'il croisse et que je diminue* » (en l'occurrence « il faut qu'elle [la Nature] croisse et que nous [les hommes] diminuions »), se montre particulièrement moderne dans sa manière d'exprimer la facticité de la dichotomie nature/culture. A plusieurs reprises dans le roman, Morel démontre l'absurdité d'une protection de la nature comme

les conséquences des retombées immédiates, concentrées autour de la zone d'impact, viennent celles, plus lentes, des radiations, touchant une zone plus large. Le troisième temps met tout le monde d'accord. Avec une charge suffisante, le bombardement entraîne un hiver nucléaire : un refroidissement global de la planète suite à l'absorption des rayons du soleil par les aérosols relâchés par un grand nombre d'explosions nucléaires. C'est cet hiver qui, à terme, présente la plus grande menace, en risquant de détruire toute production agricole importante pendant plusieurs années, entraînant de ce fait une famine globale. Si ce dernier temps n'est possible que lors d'une utilisation massive d'armes nucléaires, il est illusoire de s'imaginer qu'une attaque par bombe atomique restera orpheline. Qui peut imaginer qu'aujourd'hui, comme au temps de la Guerre froide, une attaque par bombe atomique ne déclencherait pas une réponse au moins égale ?

Les risques autour de l'arme atomique doivent également être évalués au-delà du cadre de son utilisation maîtrisée et volontaire. L'une des images attachées au moment de passation des pouvoirs entre deux chefs d'Etat est celle de la transmission des codes nucléaires. En plus de sacraliser la bombe atomique et d'en faire l'un des attributs du pouvoir régalié, cette scène déforme la réalité. On peut évaluer à plusieurs dizaines le nombre de personnes qui possédaient aux Etats-Unis pendant la Guerre Froide le pouvoir

de lancer une attaque nucléaire. C'était la délégation nécessaire pour parer les risques d'opération de « décapitation » de la chaîne de commandement, par des frappes visant les capitales. Or, une mauvaise transmission d'information, une ambiguïté dans un ordre, une erreur dans le matériel, font courir de gros risques. À tout cela s'ajoute la possibilité d'une utilisation déclenchée par une erreur d'appréciation d'une situation donnée. Et il est judicieux de rappeler qu'en guerre, les asymétries d'informations sont la norme plutôt que l'exception.

Des limites du contexte

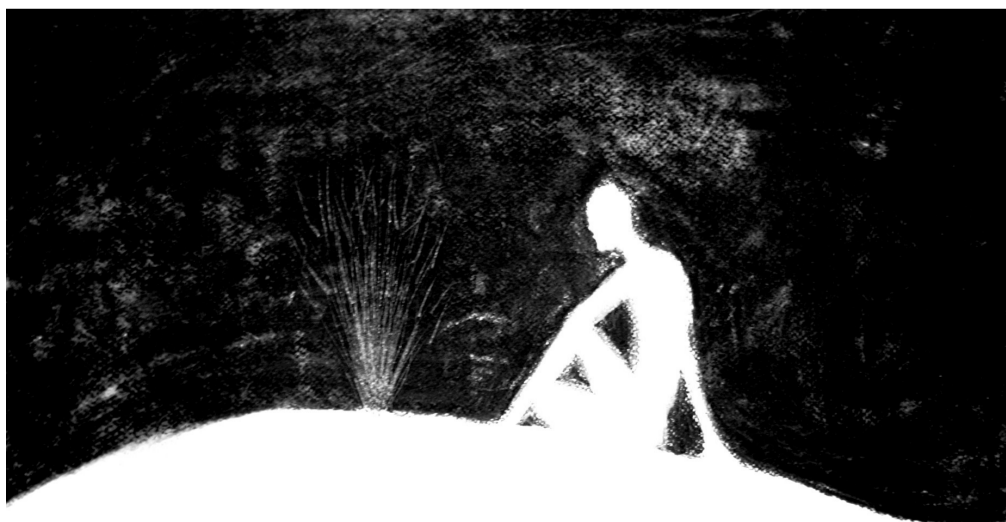
La puissance de l'arme atomique et, plus fondamentalement, son existence même, fait courir un risque démesuré et, devrait-on dire, inacceptable à l'ensemble de l'humanité. Les critiques de l'arme atomique ne sont pas les émanations d'une vision naïve ou idéaliste de la politique. Défendre son utilisation n'est pas faire preuve de réalisme.

L'idée qu'il est possible de faire de la bombe nucléaire une « arme stratégique » est la conséquence d'une mauvaise appréciation de ses véritables risques. Le pari de F. Fermi n'a pas découragé les recherches des scientifiques en grande partie car le contexte les poussait à s'imaginer engagés dans une course à la conquête de l'atome contre l'Allemagne nazie puis contre l'URSS. Or, parce qu'elle implique des dégâts dépassant de très loin l'échelle d'une génération humaine, l'arme atomique commande une

un élément extérieur à l'homme mais affirme plutôt le lien irréductible entre les deux, la nécessité de la première à l'équilibre du second, à sa complétude – ou du moins à sa quête de complétude. C'est que par son action productive, la consommation, l'avoir, l'homme détruit ce qui est déjà en soi et ce qui nous préexiste, l'être.

Résoudre les défis posés par notre conquête, la digérer en quelque sorte, c'est donc revoir la valeur attribuée – cette attribution étant un mécanisme social sur lequel nous pouvons tous agir individuellement – aux idées-phares, aux concepts clés qui font avancer le monde : pour en donner un exemple concret, il faut d'urgence arrêter de se réjouir des « bons » chiffres de la croissance, de l'augmentation des échanges mondiaux, de l'abattement des frontières et de la disparition du local, de l'automatisation de la production et de l'oubli des savoir-faire et connaissances. Pour faire suivre

le geste à la parole, il faut s'assurer que les comportements transgressifs sont bien condamnés socialement : voyager loin pour des motifs de tourisme, acheter un 4x4 en ville... Ce changement de mentalité, qui est l'une des fins que poursuivait déjà Gary il y a soixante-dix ans en écrivant *Les Racines du ciel*, peut (ad)venir très vite : jeter un déchet dans la rue pouvait être relativement anodin il y a 40 ou 50 ans mais ne l'est plus aujourd'hui grâce à une telle évolution des mœurs. Le XXI^{ème} siècle doit être celui de la maîtrise de notre conquête technique. S'il ne l'est pas, le vers de Victor Hugo dans son recueil *Expiation* sur la campagne de Russie de Napoléon I^{er} pourrait s'appliquer cruellement à l'ensemble de l'humanité : « Il neigeait. On était vaincu par sa conquête. Pour la première fois l'aigle baissait la tête [...] ». Nous sommes à deux doigts d'être nous aussi vaincus par notre conquête, quoique ce ne soit pas la neige qui nous arrête. Bien au contraire. ❧



réflexion sur son utilisation qui dépasse les enjeux d'un contexte particulier. Voilà la différence de nature qui la sépare des armes classiques. Faire preuve de réalisme ne semble plus consister à repousser toujours plus loin les limites du possible, ou à répondre en déployant l'ensemble des moyens disponibles. Dans un cas où c'est l'ensemble de l'humanité qui est menacé, il semble que le réalisme soit davantage dans la recherche de la mesure, et la mise en perspective. La bombe atomique, comme d'autres récentes découvertes technologiques, force un changement d'échelle qui doit être pris en compte dans son utilisation. Mais revenons-en à une autre question : à quel moment a-t-on trouvé justifié de répondre positivement à la question de savoir si le pouvoir de détruire l'humanité pouvait être un des ressorts de pays en guerre ?

L'arsenal nucléaire propose une réponse sans appel

Une évolution sans évaluation

Comme le souligne Daniel Ellsberg (l'homme derrière la fuite des *Pentagon Papers*, et ancien *nuclear planner*) dans son ouvrage *The Doomsday Machine*, cette question n'a jamais été véritablement posée. L'arme atomique est le résultat d'une conquête de l'armement, et d'une longue évolution de la définition de la guerre. Avec la Première Guerre mondiale, les civils sont significativement comptés parmi les victimes des conflits armés ; avec la Seconde se généralise le recours aux bombardements. La guerre n'est plus simplement une affaire de militaires s'affrontant directement avec des moyens environ équivalents ; le recours à des bombardements sur des civils ne laissant aucune chance à ces derniers devient légitime. En fait, les dégâts réalisés par les deux utilisations d'une bombe A n'avaient rien de nouveau. D'autres villes japonaises avaient déjà subi des dommages d'ampleurs comparables, la différence reposant simplement sur le nombre et la nature des bombes utilisées. Ainsi, aucune nouvelle question n'a été véritablement posée par la découverte de la bombe A. La transition de cette dernière à la bombe H a quant à elle été effacée par le regroupement des deux sous la même appellation de « bombe atomique ». Une évolution rapide, masquée dans l'enchaînement des événements, et qui ne pose à aucun moment d'autres frontières que celle de la limite technique.

L'arme atomique est inutilisable. Elle inclut dans le répertoire de réponse à un

conflit la possibilité de mettre en danger l'ensemble de l'humanité. Il semble urgent d'admettre ce fait. Il faut refuser son utilisation purement rhétorique, comme « arme stratégique », qui masque le fait que la simple existence de cette arme représente un plus grand danger que tout ce contre quoi elle pourrait nous protéger, pour reconnaître l'absolue nécessité d'une réflexion sur les limites de nos conquêtes.

L'arsenal nucléaire propose une réponse sans appel, rapide, totale, à une situation qui est nécessairement ambiguë. Dans un monde aujourd'hui loin du contexte binaire ayant justifié son développement, elle est tout simplement obsolète. « *La science a fait de nous des dieux avant même que nous méritions d'être des hommes* » écrivait J. Rostand. Avec l'arme atomique, on peut considérer qu'un paroxysme a été atteint dans la recherche d'un pouvoir de destruction. Elle pose un problème simple dont la réponse devrait sembler évidente à quiconque doté d'un minimum de bon sens : pourrait-il exister un problème qui justifierait la mise à mort presque certaine d'une bonne partie des espèces vivantes ? En fait, l'arme atomique est un exemple particulièrement frappant de la récente restructuration des enjeux entourant les avancées humaines dans le domaine technologique. Après des millénaires de conquêtes, de progression constante, il semble que ce modèle de recherche du mieux, du plus, du nouveau, doive être remis en question.

Nous nous sommes dotés du pouvoir de détruire l'humanité, de communiquer instantanément avec n'importe quelle personne à la surface du globe, de parcourir d'immenses distances en un temps exceptionnellement court. Dès lors, l'urgence ne semble plus être dans la conquête, mais dans sa maîtrise ; elle n'est plus dans la recherche du nouveau, mais dans la gestion du connu. L'imaginaire commun, qui se reflète dans beaucoup d'œuvres de fiction, place les espoirs de résolution des grands problèmes actuels en matière d'environnement, de limitation des ressources, très souvent sur une nouvelle découverte scientifique : une ressource inconnue, la conquête spatiale... C'est la poursuite d'un horizon d'attente autour d'un progrès continu. Pourtant, n'importe quelle découverte semble vaine si elle ne s'accompagne pas d'une réflexion sur ses utilisations, et d'une définition de ses limites. Le progrès n'est plus à faire, mais à penser. Dans la sphère du possible technique, il faut tracer celle du désirable. ❧



Quand l'OTAN perd le Nord

Alors que le gouvernement suédois sollicite l'assistance de l'OTAN pour finir de maîtriser des feux de forêt d'une violence historique, Stockholm soulève une question de plus en plus discutée depuis la guerre en Ukraine : l'intégration de la Finlande et de la Suède, les derniers pays arctiques à ne pas avoir rejoint l'alliance transatlantique. Autrefois exemplaire dans sa diplomatie de la neutralité, le nord-est européen prend conscience que son incorporation symboliserait un pivot américain vers une région arctique délaissée. Le temps est-il venu pour les États-Unis et leurs alliés de retrouver leur puissance polaire ?

• ALEXANDRE DELANGLE •

Le 4 avril 2019, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) célèbrera son 70e anniversaire et rappellera qu'aucune autre alliance militaire n'aura été aussi puissante, soudée et endurante. Mais un paradoxe apparaît pour qui voudrait faire un bilan de l'engagement de l'Alliance au nord de l'Atlantique. Certes, parmi les huit pays arctiques, cinq alliés se distinguent : les États-Unis (Alaska), le Canada, le Danemark (Groenland), l'Islande et la Norvège ; ne laissant de côté que la Suède, la Finlande, et la Russie. Pourtant, aucune stratégie arctique commune n'a encore vu le jour. À la place, chaque gouvernement publie sa propre feuille de route. Pire, le *Strategic Concept* adopté par les alliés au sommet de Lisbonne en novembre 2010 pour fixer les priorités de la décennie, n'accorde aucune attention à la région du pôle Nord. Le sommet historique tenu en juillet 2016 dans la capitale polonaise sur les cendres du Pacte de Varsovie, et le dernier sommet organisé à Bruxelles en juillet 2018 ne font pas exception. L'adhésion d'une moitié de la région arctique à l'Alliance tranche radicalement avec l'échec de l'OTAN à y mobiliser ses membres.

« Le lieu le plus stratégique de la planète »

La situation est d'autant plus pressante pour les stratèges atlantistes que la Russie s'affiche en première puissance arctique, et concentre les deux tiers de ses forces maritimes au sein de la Flotte du nord. Les ouvertures et réouvertures de bases militaires russes ont de nouveau attiré les regards vers une région riche en hydrocarbures, en ressources minières, mais aussi valorisée pour ses stocks de poissons, ses parcours touristiques, et bien sûr, sa route commerciale du Nord-est, reliant l'Europe à l'Asie. Progressivement, les présences polaires se multiplient au gré du changement climatique et d'une nouvelle maîtrise gouvernementale. D'ici 2025, Moscou envisage de câbler 13 000 km de côtes avec de la fibre optique, entre la péninsule de Kola et Vladivostok. Dans sa conquête, le Kremlin sait qu'une puissance se définit par un espace maîtrisé et une population connectée. Pour défendre ses traités de libre-échange transpacifiques et transatlantiques, le président Obama déclarait que « si [les États-Unis] ne fix[aient] pas les règles du commerce mondial, la Chine le fera[it] ». En l'occurrence, le refus de l'internationalisation des passages maritimes polaires est explicite, et la Russie entend bien être la seule responsable de cette future artère commerciale et énergétique. Dans ces conditions, l'Alliance atlantique ne peut que renforcer sa présence au niveau du débouché norvégien de ce nouveau flux maritime. L'intégration de la Suède et de la Finlande serait alors un symbole fort de mobilisation et de retour américain, au moment où l'Islande est partenaire d'un traité de libre-échange avec la Chine, et que le Groenland à l'indépendantisme hésitant ne sait s'il doit se tourner vers l'Amérique protectrice ou la Chine ambitieuse.

Dès lors, comment comprendre un tel manque de mobilisation atlantiste alors que la Chine sillonne l'Arctique depuis les années 1990 et que la Russie renoue avec sa tradition polaire depuis que le parlementaire Arthur Tchilingarov a planté un drapeau russe sur le fond océanique du Pôle nord en 2007 ? L'Alliance a revu ses cartes depuis la crise ukrainienne : dès juin 2014, son déploiement auprès des États baltes et polonais est essentiel pour rassurer ses alliés. Affairée à l'est autour de la Mer noire, au sud avec les guerres syrienne et libyenne, préoccupée par la hausse démographique africaine, l'OTAN voit arriver la perspective d'une prise en tenaille par le nord, mais ne peut que la faire passer au second plan au vu de l'enchaînement des crises.

« Les États-Unis sont, bien entendu, une nation arctique » déclarait Barack Obama en août 2015 à Anchorage pour le *Glacier Summit*. Par cette phrase, le tout premier président américain à franchir le cercle arctique cherchait à légitimer la présidence américaine du Conseil de l'Arctique (2015-2017) et à revenir sur la relation qu'a pu entretenir l'État fédéral avec la lointaine Alaska, parfois considérée comme une colonie dans les hautes sphères de Washington. « Je crois que dans le futur, qui tiendra l'Alaska tiendra le monde. Je pense qu'il s'agit du lieu le plus stratégique de la planète » prophétisait en vain le général William Mitchell en 1935 devant un Congrès sceptique. Par ailleurs, le film de propagande *Action in the North Atlantic* (1943) inscrit dans l'histoire culturelle américaine ces lignes de ravitaillement états-uniennes mises en place jusqu'au port de Mourmansk pour soutenir l'effort de guerre soviétique contre l'offensive nazie. C'est à travers ce type d'opération que l'importance stratégique du Danemark, de l'Islande et de la Norvège furent remarquées, au point que ces nations devinrent des membres fondateurs de l'OTAN.

Quelle limite à l'expansion de l'OTAN ?

Inconsciemment, les États-Unis sont bien une puissance arctique par leur engagement historique : le détroit de Bering fut un véritable « rideau de glace » entre deux mondes, et le pouvoir américain s'investit pleinement dans la surveillance polaire, notamment en 1984, quand le président Reagan ouvrit la *US Arctic Research Commission*. Or depuis la fin du monde bipolaire, le déploiement américain en Arctique s'est essouffé. Auparavant concentré sur le renseignement militaire et nucléaire, il n'a pas su assurer sa transition vers l'espionnage industriel d'aujourd'hui, à savoir la découverte de ressources et la surveillance des méthodes d'extraction. Les États-Unis n'ont été que spectateurs de la conversion stratégique du gouvernement russe, dans la prospection des ressources mais aussi dans la transition d'une défense aérienne globale

à une défense maritime et humaine de points stratégiques.

Le pôle Nord serait-il donc la limite à l'expansion de l'OTAN malgré le récent réveil des États-Unis et de leurs alliés ? Si la progression de l'Alliance dans les Balkans semble assurée auprès du Monténégro ou de la République de Macédoine du Nord, la Suède et la Finlande posent la question de la réaction russe. Le phénomène n'est pas nouveau, dès le mois de juin 2009, l'exercice *Loyal Arrow* réunissait une dizaine d'alliés, Finlande incluse, sur le territoire suédois pour organiser le plus grand entraînement de forces aériennes que le pays ait connu. Au sommet OTAN de Newport en 2014, les deux pays ont rejoint le *Enhanced Opportunities Partners program* pour une période de trois ans. Encore en mai 2016, le sommet nordique de Washington réunissait des officiels norvégiens, islandais, danois, suédois et finlandais autour du thème de la défense contre la Russie. En juillet 2018, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgu, prévenait que la Russie n'avait pas d'autre choix que de réagir à l'accord passé entre la Suède, la Finlande et l'OTAN, qui accorderait un libre accès aux forces aériennes et navales de l'Alliance. Une déclaration corrigée par son homologue suédois, Peter Hultqvist, affirmant qu'une permission spéciale devait toujours être accordée pour entrer sur le territoire. Néanmoins, les annonces de réaction russe ne sont pas à prendre à la légère, comme l'a prouvé l'intervention du Premier ministre Poutine au sommet de l'OTAN de Bucarest en avril 2008 signalant que son gouvernement ne pouvait laisser l'Ukraine rejoindre le traité de l'Atlantique nord. Or face à cet élan intégrateur, une dissension interne à l'Alliance ralentit, sinon empêche, une mobilisation générale : la doctrine canadienne. Lors de la 3e Conférence des Nations Unies sur le Droit de la Mer de 1973, le Canada demanda à ce que soit inséré l'article 234 permettant à l'État côtier d'une mer recouverte de glace d'appliquer des mesures pour maîtriser la pollution marine par les navires, et donc mieux contrôler les transits. Dès 1982, Russie et Canada employèrent cette règle pour étendre leurs eaux territoriales, contre l'avis des États-Unis, premiers garants d'une Convention sur le Droit de la Mer qu'ils n'ont jamais ratifiée. Le naufrage de trois tankers pétroliers en 2010 dans ce qu'il considère être ses mers intérieures, fait que le Canada partage toujours la même vision que la Russie, soit un grand Nord qui relèverait strictement des souverainetés nationales. Par conséquent, aussi bien les gouvernements conservateurs que libéraux d'Ottawa rejettent l'idée d'une mission atlantiste sur leur territoire, car l'Alliance est clairement perçue comme le cheval de Troie des États non-arctiques.

Malgré des litiges territoriaux avec le voisin états-unien en mer de Beaufort, et danois sur l'île de Hans, la défense canadienne participe à des exercices militaires communs, mais de manière bilatérale. Par exemple, une haute coopération militaire se tient entre les deux nations nord-américaines à travers le *North American Defense Com-*

mand de 1958, focalisé sur la surveillance aérienne. Le Pentagone peut alors dépasser les blocages internes de l'OTAN par ses liens bilatéraux avec les nations arctiques. L'Islande, un pays démilitarisé dont la protection est assurée par Washington depuis 1951, symbolise le nouvel intérêt américain pour la région. Alors que les forces états-uniennes avaient quitté l'île en 2007, ces dernières préparent leur retour. En 2016, la base de Keflavik fut rouverte pour accueillir un P-8 Poseidon, un avion spécialisé dans la lutte anti-sous-marine. De plus, à partir de l'*ex-European Reassurance Initiative* (promulgué après la crise ukrainienne), est née une *European Deterrence Initiative*, soit une réunion de fonds additionnels au budget de la défense américain pour soutenir les alliés européens par une présence militaire accrue. Le 12 décembre 2017, Donald Trump signait un budget de la défense autorisant le Secrétaire de l'US Air Force à acheter des terrains en dehors des États-Unis pour y construire des infrastructures : 214 millions de dollars furent débloqués pour l'Islande, la Norvège et l'Europe de l'Est, dont 14 millions pour moderniser la base islandaise de Keflavik. Pour le moment, il n'est pas prévu que des soldats y demeurent de manière permanente, mais que ces nouvelles bases servent de *hub* rotatifs, où sera entreposé du matériel de guerre furtive à réaction rapide. De cette manière, le Pentagone assure son retour dans une zone stratégique, le *GIUK gap*, soit le passage entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni, espace de surveillance de toute sortie ou activité russe.

L'Arctique, entre heartland et rimland

Les difficultés de l'OTAN à se projeter en Arctique font qu'elle ne peut que suivre l'évolution de la situation sans jamais réellement se positionner comme pionnière. Après avoir acheté l'Alaska à l'empire russe en 1867, le Secrétaire d'Etat William Seward voulut également que son pays s'approprie le Groenland et l'Islande auprès de la couronne danoise. Partisan d'une Amérique qui assumerait un rôle de puissance mondiale, Seward était persuadé que cet expansionnisme assurerait la mise en place du libre-échange sur les océans Pacifique et Atlantique. Pour le géographe britannique Mackinder, le contrôle du *heartland*, soit la jonction de l'Europe de l'Est et de la Russie actuelle, accorderait un règne incontestable sur l'Île Monde (Afrique, Europe, Asie), et de fait sur les îles périphériques (Royaume-Uni, Japon, Amériques). Pour l'universitaire américain Spykman en revanche, relevant la faiblesse économique du *heartland*, la maîtrise du *rimland* (Europe de l'Ouest, Moyen-orient, Asie de l'est) permettrait d'empêcher l'apparition d'une puissance continentale majeure ainsi que de contrôler les axes maritimes. Invoquer ces anciennes théories, encore suivies de nos jours, laisse une question en suspens : l'Arctique est-il enfin considéré comme une part intégrante du *rimland* ?



Conquérir ou être conquis

• THOMAS DROUOT •

Qui pense conquête pense Alexandre le Grand : avant même Emmanuel Macron et son « esprit de conquête », le Macédonien avait su incarner l'image d'un mouvement permanent et ininterrompu, faisant de la conquête de l'empire davantage un processus qu'un résultat. Aujourd'hui cependant, l'idée de conquête semble appartenir au passé. A l'évocation de ce terme grandiloquent, une vision archaïque et belliciste domine désormais l'imaginaire occidental, car la paix s'est progressivement imposée comme un idéal depuis la Première Guerre Mondiale ; l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 apparaît dès lors comme un anachronisme. Pourtant, force est de constater que le système économique dans lequel nous évoluons

– le capitalisme – est empreint de ce phénomène qui nourrit bien plus qu'on ne voudrait le croire les logiques sous-jacentes qui animent les comportements individuels et collectifs. Napoléon remet au goût du jour l'image des grands conquérants militaires en les associant à la propagande impériale. L'étendue de son empire, qui repousse les frontières mentales des individus et leur rappelle que rien n'est impossible, témoigne alors qu'*hubris* et volonté de puissance ont droit de cité dans la société qui s'annonce : la Terre devient sous l'accélération de la mondialisation un vaste terrain de jeu dans lequel chacun – le *self-made-man* américain, l'aventurier britannique – peut jouir de ce bouleversement des perceptions et des possibilités pour lui aussi de participer à la

conquête. C'est à partir de ce moment charnière que commence la pénétration dans les esprits de la logique de conquête comme représentation sociale, intimement liée au développement du capitalisme, dimension suprême de la conquête économique qu'il assume parfaitement. Avec les pionniers du monde moderne – les innovateurs et les hommes d'affaires – débute la conquête d'empires industriels tentaculaires qui annoncent la mutation de la conquête au profit de l'initiative privée et au détriment de l'Etat. Ces capitaines d'industrie, qualifiés parfois péjorativement de *Robber Barons*, sont encore célèbres aujourd'hui : J. P. Morgan ou John Davison Rockefeller dans le secteur bancaire ; Mark Hopkins ou Huntington concernant les chemins de fer, personnages charismatiques annoncés par Saint-Simon et Auguste Comte.

L'idée de conquête semble appartenir au passé

Le siècle des totalitarismes pousse à l'extrême cette logique de conquête. S'ajoute à la conquête territoriale, des empires coloniaux au *Lebensraum*, celle d'un idéal, symbolisé d'abord par les projets totalitaires puis par la Guerre Froide. La conquête des esprits et la conquête spatiale incarne alors l'affrontement entre deux modèles et deux systèmes de valeurs : l'Est et l'Ouest. Au XXI^{ème} siècle, la logique de conquête s'est alors immiscée dans tous les aspects de la vie humaine. C'est un phénomène radicalement nouveau dans la mesure où il s'agit maintenant d'une réalité globale : la conquête territoriale est désormais opérée par des mercenaires privés dont la démonstration la plus flagrante est la société Blackwater sollicitée notamment par

le gouvernement des Etats-Unis durant la guerre en Irak en 2003. On pourrait rétorquer que déjà au XVI^{ème} siècle, les *condottieres* dispensaient leurs services au plus offrant : la différence réside cependant dans le fait que le mercenaire n'est plus un entrepreneur de guerre, mais un auto-entrepreneur de guerre ? De même, la conquête du pouvoir est dorénavant l'apanage de consultants de plus en plus nombreux – on peut citer le Boston Consulting Group – formant une véritable cour itinérante au service des puissants. Enfin, la conquête spatiale se dessine de plus en plus autour de la figure d'Elon Musk et de son entreprise SpaceX.

la Terre devient [...] un vaste terrain de jeu

La vie d'un Homme est estimée aujourd'hui sur son habileté à conquérir, et ce à tout instant de la vie quotidienne (pour évoquer les partenaires sexuels, ne parle-t-on pas de « conquêtes » ?) Il y est même encouragé par les différents canaux du système capitaliste, qu'ils soient publicitaires, médiatiques, culturels ou politiques. Or, n'est-ce pas faire courir l'Homme après un fantôme que de l'inciter à accumuler toujours plus, toujours plus vite, toujours plus loin ? Est-il sain que le mot « conquête » ait une connotation si méliorative, quand on pense à la figure du *conquistador* ? La conquête, puisqu'elle est le temps de l'action, n'est-elle pas le temps des morts plutôt que celui des vivants ? Dès lors, « l'esprit de conquête » rabâché par Emmanuel Macron prend tout son sens. Le premier cavalier de l'Apocalypse, très justement appelé Conquête, n'annonce pas de nouveau monde : il n'annonce que la fin des temps. ✎

Déconquérir les imaginaires, une nécessité économique

La conquête, qui repose sur la spoliation et l'exclusion, n'est pas par essence une activité productive, à l'image du capitalisme néolibéral, défini par L. Boltanski et E. Chiapello comme une entreprise d'« accumulation illimitée du capital ».

• JULES CORNETET •

Le 7 mars 1895, dans un discours parlementaire sur le budget de l'armée, Jean Jaurès dénonce une contradiction hypocrite et périlleuse entre velléités de paix et immobilisme social : selon lui, la paix militaire comme sociale ne sera possible qu'après la remise en question de cette conquête insidieuse des esprits et relations humaines opérée par le mode de production capitaliste. Au-delà des motivations économiques des conquêtes, comme la recherche de nouvelles ressources, c'est sur un plan plus immatériel que la relation entre conquête et idéal économique est la plus forte. La transformation de la terre, de la monnaie et du travail en « marchandises » ainsi que l'idée de calcul rationnel derrière tout comportement humain marquent la progression de l'esprit capitaliste au sein des sociétés occidentales. Le fait est que cette façon de concevoir l'économie, et plus largement l'organisation de la société, s'est trouvée imposée aux peuples colonisés comme le véritable fondement de la « Civilisation ». Le mythe de la *Terra nullius* s'étend de fait à l'espace spirituel, à travers une historiographie occidentale qui a très vite proposé une vision linéaire de l'évolution culturelle, définissant les valeurs et traditions indigènes comme peu compatibles avec le progrès. Il ne restait donc qu'à offrir le modèle marchand à ces individus sans âme ni culture. Il est intéressant de constater ici que le *There is no alternative* (TINA) de Thatcher n'a fait que dépoussiérer cette vieille idéologie coloniale.

Les études de Bourdieu sur l'Algérie nous permettent de mieux saisir les conséquences de la colonisation sur les esprits et les conceptions du monde. Dans *Le Sens Pratique* (1980), Bourdieu définit l'Habitus comme une grille de lecture nous permettant d'appréhender le monde, héritée de notre milieu social et évoluant au fil des expériences. Ses travaux sur l'Algérie l'invitent à se pencher plus particulièrement sur la fabrication d'un « Habitus économique », qui renverrait à la pénétration du calcul économique dans la façon de penser notre relation au monde et aux autres. L'imposition de nos cadres de pensées économiques (monnaie, assurances, chômage...) à des sociétés organisées autour de la dépendance aux aléas naturels et de valeurs comme la solidarité et l'honneur a complètement bouleversé leur fonctionnement tout en définissant de nouvelles normes et hiérarchies sociales. L'expansion de la propriété foncière et la division de l'héritage ont sapé les structures familiales et facilité l'appropriation des terres par les colons, tandis que l'imposition de rythmes de travail industriels et le développement du chômage chez les populations autochtones sont à la source d'un mouvement de prolétariat et de désarroi.

L'exemple du Canada nous en apprend davantage sur les liens entre l'expansion coloniale et la conquête économique des imaginaires, et achève d'exposer les effets délétères et pérennes de ce processus, à travers les déplacements de populations massifs donnant

naissance au système des réserves. Mais pour briser le lien entre l'Homme et la terre, c'est à dire entre l'individu et ses ancêtres, il fallait agir sur les esprits autant que sur le sol. Comme le souligne Bob Joseph, « le fait de forcer les indiens à se conformer à la norme sociale européenne d'individualité était plus important que leur succès économique ». La transformation des Habitus a été beaucoup plus manifeste que celle qui a frappé la société algérienne, puisqu'il s'agissait de fait de réaliser un ethnocide, en proposant une « Solution finale au problème indien » (Duncan Campbell Scott, 1910). L'illustration la plus brutale de cette politique se retrouve dans la création des pensionnats, écoles visant à isoler géographiquement les enfants de leurs parents et univers culturels. En raison des actes de violence, des abus sexuels, de la malnutrition et de la détresse de ces enfants déracinés, ce système – effectif jusqu'en 1996 – est perçu comme directement responsable des troubles socio-économiques au sein de certains groupes autochtones. Enfin, l'exemple le plus frappant des efforts pour inculquer des logiques économiques au sein des peuples conquis se retrouve dans l'interdiction, entre 1884 et 1951, de la réalisation de *pottlachs*, cérémonies traditionnelles en Colombie-Britannique fondées sur le principe du don et visant à rassembler au travers de relations durables les communautés. Cette pérennisation des traditions culturelles a cependant été jugé comme illégitime, car incompatible avec un idéal de maximisation des ressources et du

temps, dont l'allocation à titre de don serait un véritable gâchis économique.

Le mythe de la Terra nullius s'étend de fait à l'espace spirituel

Aujourd'hui le gouvernement canadien a reconnu son implication dans le « génocide culturel », dont les effets socio-économiques restent encore à mesurer. Le discours dominant est celui de la tolérance et de la reconnaissance des cultures autochtones, mais des mesures plus ambitieuses sont nécessaires pour assurer un véritable développement économique et humain. Pour le Canada, la première étape passe par la proposition d'une nouvelle relation entre l'Etat et les peuples autochtones à travers l'ouverture d'un vrai débat sur les fondements et portées de l'*Indian Act* et autres traités. Pour le monde dans son ensemble, deux impératifs se dessinent : la prise en compte de tous les aspects de la colonisation dans l'étude des écarts de développement, y compris sur les fronts de la culture et des modes d'organisation de la société ; et la recherche de modèles de développement alternatifs, s'appuyant sur l'étude approfondie des cultures traditionnelles, sur la reconnaissance du rôle des communautés, des coutumes et des rituels dans le bien-être individuel, et sur la redéfinition de notre lien à la terre, considérée non comme une ressource à s'approprier mais comme un espace de partage et de croyances. ✎



Pas de vacances pour la Méditerranée

• AURÉLIEN DOUSSERON •

Le tourisme dans le bassin méditerranéen est en constante augmentation depuis une vingtaine d'années. En 2017, on y compte plus de 364 millions de touristes et on y prévoit 500 millions à l'horizon 2050. Mais ce levier économique a aussi des impacts locaux sur l'environnement : les littoraux, zones les plus convoitées, sont extrêmement touchés par ce tourisme qui étend son emprise...

De quels risques parle-t-on ?

Comme dans tout environnement, l'appropriation d'un espace par l'Homme (anthropisation), suppose de nombreux impacts. Les littoraux ne sont pas épargnés : destruction d'habitats de la faune locale, assèchement des zones humides, destruction de la végétation de bord de mer... L'un des risques les plus prononcés est la modification du trait de côte par le bouleversement du système érosif des côtes.

L'érosion, c'est-à-dire l'ensemble des phénomènes qui modèlent le paysage recouvre deux phénomènes qui sont à différencier : l'érosion chimique qui agit par altération et dissolution des roches grâce aux gaz présent dans l'atmosphère, et l'érosion mécanique, liée à des processus physiques comme le vent, le courant de la mer ou des cours d'eau, les gels et dégels... L'érosion est causée par différents facteurs : le climat, la pente, la couverture végétale, le potentiel morphologique et, bien sûr, l'action de l'Homme. La dérive littorale, soit le déplacement des sédiments et du sable par les vagues, est le principal moteur de l'érosion en zone littorale, formant ainsi le trait de côte de manière naturelle.

En construisant une digue, une marina ou un port, la plage qui suit la continuité de la dérive sera bien plus large que la plage située de l'autre côté de la construction quelques années plus tard. Le déplacement naturel des sédiments est bloqué par l'Homme et le trait de côte recule. Un environnement, quel qu'il soit, est un système bien huilé, mais un grain de sable dans l'engrenage le rend plus difficile à tourner. Un deuxième grain de sable et le système est de plus en plus perturbé.

Ainsi, depuis environ soixante ans, on utilise la photo-interprétation pour évaluer l'évolution du trait de côte. Bien que cette méthode ait ses limites avec la nécessité d'y inclure une marge d'erreur aux mesures observées, elle a permis d'estimer l'érosion moyenne du littoral dans certaines zones. Les mesures qui reviennent alors le plus souvent sont une érosion de 0,5m à 1m par an sur certaines côtes et un recul des falaises estimé entre 10m et 30m par siècle.

Le tourisme, acteur n°1 dans la lente destruction des littoraux

Un littoral est un système complexe avec une géomorphologie bien particulière. L'évolution du relief y est plus rapide qu'avec d'autres structures géomorphologiques comme un relief montagneux.

Ce sont aussi des territoires très dynamiques pour la pêche, l'agriculture ou encore le tourisme. Les enjeux économiques et politiques y sont si importants qu'ils passent, bien trop souvent, avant les enjeux environnementaux.

En France, près de 50 % du tourisme est situé sur les littoraux. On compte de nombreuses stations balnéaires touchées par le phénomène d'érosion en Méditerranée. Des communes comme Palavas-Les-Flots ou la Grande Motte, entre autres, subissent un bouleversement du transit sédimentaire (le transport de la charge solide qu'est le sable à différents niveaux granulométriques) sur leurs côtes. L'implantation de constructions en bord de mer et les aménagements de protection comme les digues ont cruellement accru ce phénomène. En déferlant sur la plage, la vague perd de sa force. Si une digue empêche le déferlement, la vague repartira puisamment dans l'autre sens en emportant le sable et les sédiments présents.

Dans les environs de Hyères, les herbiers de posidonies, longues herbes marines marrons qui s'échouent sur les côtes méditerranéennes, sont en disparition. Ces herbiers ralentissent l'érosion en filtrant les matériaux fins dans l'eau et en bloquant le sable sur la plage, une fois échoués. Pourtant, les aménagements côtiers ont fortement affecté la qualité des eaux et les herbiers qui se raréfient. De plus, à l'approche de la saison touristique, les pouvoirs publics nettoient les plages des banquettes de posidonies échouées sur la plage peu appréciées par les touristes. La plage s'érode donc encore plus. Elle constitue l'élément central de ce type de tourisme. Si sa surface s'amaigrit, il faut combler le manque. Arrivent alors des camions par dizaines qui déversent du sable extrait de carrières. Ce sable permet certes de combler le manque mais ne s'avère pas adapté à cet environnement, menant à la destruction progressive des herbiers en mer.

Concilier tourisme grandissant et préservation du littoral

L'enjeu pour les pouvoirs publics est alors de jongler entre développement de l'activité touristique et protection du cordon littoral. Les mairies travaillent avec des bureaux d'étude pour évaluer l'érosion et tenter de maintenir au mieux le cordon. Des aires sont désormais protégées comme le parc maritime de Port Cros, à Hyères. Néanmoins, les études sont lentes et les décisions prises ne penchent pas vraiment en faveur de la préservation du cordon.

L'Union Européenne a aussi mis en place un projet de promotion de l'écotourisme en Méditerranée afin de limiter de trop gros flux de touristes sur les pays concernés. Le tourisme est amené à s'étendre de plus en plus et les projets d'aménagements du territoire liés à cette économie se multiplient. Dans ce contexte de fort développement de l'activité touristique sur ces côtes, le maintien des plages de façon naturelle semble donc compromis.



Une conquête épidémique

Au XV^{ème} siècle, après la « Reconquête » de leur territoire, les Espagnols se lancent à l'assaut du monde. Au cœur de ses découvertes européennes se manifestent une maladie épidémique, la syphilis, et son remède, le gaïac, moteurs complémentaires du processus de colonisation du « Nouveau Monde ».

• ÉMILE HEYNEMANN •

En 1494, des soldats espagnols arrivent à Naples, peu de temps après être revenus d'une terre nouvelle : les Amériques. Ces fantasmes sont là en campagne pour Charles VIII, le roi de France. Aux portes de la ville s'entassent mendiants, marchands, brigadiers et prostitués. Les soldats profitent d'un regard, d'un échange, d'un excès d'ivresse et d'une solde pour établir en quelques minutes un rendez-vous avec ces dernières. De cet échange quotidien si simple se transmet le *morbus Gallicus* ou le « mal français », une bactérie aux formes chaotiques qui envahit Naples à une vitesse épidémique. En Europe, c'est l'apparition d'un nom qui ne fut que hantise : la syphilis.

Face à l'épidémie émerge un remède bien particulier

Deux ans auparavant, deux caravelles et une caraque, embarquant quatre-vingt-dix membres d'équipage, débarquent fortuitement sur des îles que l'on nomme aujourd'hui les Antilles. Dans son journal, le chef de l'expédition note avoir aperçu des habitants dont il fait une première description : « *Ils feraient d'excellents domestiques. [...] Avec seulement cinquante hommes, nous pourrions les soumettre tous et leur faire faire tout ce que nous voulons.* » Et quelques semaines plus tard, le 16 décembre, il note, à l'intention de la Reine d'Espagne : « *Que vos Alteesses veuillent croire que les terres sont bonnes et fertiles. [...] Il suffit de s'y établir. [...] Les Indiens sont propres à être commandés et à ce qu'on les fasse travailler, semer et mener tous autres travaux dont on aurait besoin, à ce qu'on leur fasse bâtir des villes.* » Il n'a pu rapporter de l'or et des épices : il rapporte donc une terre à reconstruire.

Dans son journal, Christophe Colomb note le 12 décembre avoir envoyé trois hommes de son équipage dans les forêts afin d'observer les arbres et les plantes aux alentours. Les hommes ne revinrent réellement que le matin, après avoir effrayé quelques natifs et capturé une femme. Les hypothèses historiques tendent vers l'idée d'un viol, supposé comme première transmission européenne de la syphilis, bien que le consensus ne soit pas encore établi. Ce sont ces mêmes membres d'équipage espagnols qui furent engagés pour la campagne napolitaine de Charles VIII.

À mesure que la syphilis se propage, un remède devient nécessaire. L'épidémie de Naples, qui s'étend dans toute l'Europe perdure jusqu'en 1496, sans que la maladie soit pour autant éradiquée. Elle est finalement interrompue après la découverte d'un remède empreint d'une idéologie médicale issu du galénisme, aussi connue sous le nom de « théorie des humeurs ». Ce remède, c'est le gaïac, un arbre dense, solide, lourd, dur, découvert... en Amérique.

Le gaïac a longtemps été utilisé par les populations natives des Amériques comme un remède contre la syphilis. En décoction, il permet de prévenir les premiers stades de la maladie, voire de la guérir complètement si l'absorption est immédiate. Cet arbre se trouve à l'état sauvage dans les Antilles où débarquent Chris-

tophe Colomb et son équipage. Cependant, aucun d'entre eux n'a la connaissance de son existence ou de ses fonctions médicales. C'est par l'observation des rituels et savoir-faire des populations que le gaïac est utilisé *a fortiori*. Ces populations récupéraient le gaïac à l'état sauvage grâce à des techniques liées probablement à une gestion rationnelle et pérenne des forêts. Ces techniques ne sont pas perpétuées de nos jours en raison de l'éradication progressive des populations et de leurs modes de vie.

La découverte des propriétés curatives du gaïac fut mise à profit. Alors que la syphilis commençait à gagner du terrain en Europe, les Espagnols, et également les marchands italiens, firent leur retour aux Amériques afin de commencer l'un des plus grands dépouillements de terre de l'histoire de l'humanité. Ces espaces, qui n'ont aucun statut de propriété, deviennent des terres de culture et d'exploitation agricole. Et parmi ces cultures, celle du gaïac.

Ce dernier est un prétexte de colonisation, d'acculturation des Amériques, pour contrer une forme d'imprudence de la part des colons espagnols, tandis que la syphilis est le retour de flamme d'hommes venus s'approprier une terre qui leur est étrangère, au mépris des populations qui y vivent. L'importation en Europe de cet organisme unicellulaire a eu des conséquences considérables. La syphilis a entraîné la multiplication des hospices, des réglementations autour de la prostitution, la crainte des « gens de bien » face à leur mœurs, allant jusqu'à un bouleversement culturel de l'hygiène sexuelle.

De l'autre côté de l'océan, la colonisation du gaïac eut d'autres conséquences. L'arbre est utilisé pour ses propriétés médicales, mais aussi pour la construction, en raison de sa densité importante. Deux conséquences s'ensuivent : la disparition progressive de l'arbre à l'état sauvage et sa privation aux populations locales. De fait, la syphilis, autrefois maîtrisée par les sciences et savoirs des natifs, devient également un fléau pour eux. L'utilisation de cet « arbre de vie » en décoction en Europe pour soigner la maladie sexuelle n'est réservée qu'aux riches Européens, en raison du prix élevé pour l'importation du bois des Amériques et de sa préparation. Les pauvres se satisfont du mercure, les Natifs du vol.

Le gaïac et la syphilis ont donc une histoire commune : celle de la colonisation des Amériques. La culture organisée du gaïac, c'est la terraformation d'un sol colonisé en vue des désirs et besoins des colons, indépendamment de la préservation du territoire et de la survie des populations natives. C'est l'utilisation de savoirs locaux répondant à un mal exporté.

Cet exemple de relations entre l'Europe, sujette à la maladie, et les Amériques, où pousse son remède, est conséquent d'une culture générale de conquête des territoires. Aujourd'hui rare à l'état sauvage, le gaïac fut remplacé par des techniques plus modernes. D'abord le mercure, et surtout la pénicilline, qui rendit la maladie bénigne quatre siècles plus tard... La syphilis et le gaïac ne sont pas les seuls facteurs de la colonisation des Amériques, loin de là. Ce sont deux organismes, deux phénomènes pris dans un processus plus large d'appropriation d'un monde inconnu.



La conquête du pain

« Sur une des places, celle avec fontaines, je vais jusqu'à m'asseoir et attendre en ne sachant pas s'il y a la moindre poursuite, et je m'étonne de ne voir aucun des gens de mon immeuble ou d'un autre, seulement le soleil qui s'était coincé vers l'ouest avec son semblant de surveillance, me faisant respirer »

• BERTRAND BOUET •

Un beau matin je marchais rue ***** avec ce sable dans les yeux quand le soleil illumine

Il m'avait déjà réveillé hier soir quand, comme par habitude malsaine, j'avais passé la porte de ma chambre et la surveillance de ***** pour mieux observer la ville depuis la terrasse

Là-bas, je me suis dit : « Par temps calme restons-là » et j'ai fait bien exprès de ne pas être dans son giron en restant aux trois-quarts adossé à la rambarde sur ma droite

Bien dans l'ombre, avec ma coiffe et la ferraille dans les paumes je me suis imaginé très loin dans la rue avec mon grand sourire

L'air bête j'étais passé hors de la juridiction de ***** et bien risiblement j'avais atteint le bas du bas, le palier des paliers, sous des kilomètres de galerie en vertical qui s'étendait sur la tête comme un tunnel qui mène aux combles

L'air bête, avec ma démarche, j'ai passé la grille et le bureau du gardien, puis la deuxième grille, les derniers appartements avec les portes qui menacent de s'entrouvrir, et les fenêtres qui oscillent bizarrement quand enfin dehors, j'avais le déhanchement instable et l'impression que j'étais mort dans une chute

La maison était tombée, moi avec et la nuque boursoufflée comme j'ai toujours quand ***** lance son giron d'yeux vers le cloisonnement de ma porte et parfois sur l'étalage à l'intérieur

Dans l'élanement je vais vers des arbres qui font des colonnes dans la rue ***** , là-haut les crevasses ne font aucun signe, alors je me calme bien simplement et commence à marcher dans un sens qui, sans le savoir, n'était pas encore le bon, trop animé que j'étais de ne rien apercevoir dans le ciel et de ne pas avoir à redouter quiconque au moins pour ce qui concernait les prochaines minutes, bien que ça semblait être sur le moment le plus grand instant de ma vie, et puis

Sur une des places, celle avec fontaines, je vais jusqu'à m'asseoir et attendre en ne sachant pas s'il y a la moindre poursuite, et je m'étonne de ne voir aucun des gens de mon immeuble ou d'un autre, seulement le soleil qui s'était coincé vers l'ouest avec son semblant de surveillance, me faisant respirer

Et comme j'ai respiré, j'ai eu l'impression qu'on me frôlait

LUDWIG : Vous ne travaillez pas, là.

MOI : ...

LUDWIG, regardant vers le soleil : Ils t'ont pas embêté, au moins ? Auquel cas il faudra leur dire deux mots et je ne sais pas si je suis la bonne personne pour ça, et si c'est le cas, ayez pitié de ma pauvre influence...

MOI : Je sais pas

LUDWIG : Moi je sais. Vous allez tout au bout de la sixième rue à partir d'ici, au numéro **, il y a de quoi faire. Si tu le mérites amplement, alors que faire dans ce coin-là hormis attendre ? Allez, paix sur toi.

Il m'a donné des tapes sur l'épaule, et il semblait pas hostile quoique vieux et peu avenant, avec sa croupe qui lui donnait un air tristement avachi

Je me suis relevé et de nouveau, personne dans la rue, à part le son d'une rivière qui filait là où le vieux avait indiqué ma route

De lui j'avais remarqué autre chose auquel je repensais tandis que je m'en allais, c'était un paquet qu'il avait au côté gauche, tout près du cœur, enveloppé dans un drap blanc et qui avait embaumé ma volonté, et là j'ai su d'où il venait, cet endroit précis, peut-être plein de ces choses-là enveloppées et prêtes à servir les honnêtes gens comme lui, et comme je voulais justement pouvoir devenir lui, repasser devant les fontaines avec un de ces paquets, revenir là-bas chez ***** , jeter ***** par la fenêtre et commencer ma vie, j'ai activé mes jambes plus avant, sous les autres immeubles qui filaient droit, et j'ai commencé à ressentir un autre souffle au cœur que l'habituel, un qui ne m'écrasait pas le cerveau mais qui le rendait fluide, sans heurt, bien en place au cœur de la tête

Ah comme je me rassérénais, comme j'allais bien, les jambes comme un moteur, parfaitement prêt, sans la nuque qui chauffe, sans giron, sans contrainte, avec une seule indication qui me suffisait bien amplement

Plus tard j'ai croisé la rivière après un dédale de ruelles pleines de restaurants vides ou fermés ; y avait là des ponts et tous me paraissaient satisfaisants ; j'en ai passé un en longeant avec mon doigt le muret lisse qui protège de l'eau, un pas après l'autre comme dans une initiation de plusieurs dizaines de mètres de large, sans personne, sans voiture, sans même de soleil dans les yeux pour me gêner dans la progression, sans rien en fait

Et trois rues plus loin je suis bien arrivé au numéro **, une porte d'immeuble exactement comme la mienne, avec un code au côté et les rectangles de fleurs de part et d'autre lorgnant là sans joie

J'ai frappé et on m'a entraîné à l'intérieur, dans une file d'attente où des gens se pressaient ; le noir y était si intense qu'il s'est pris à recouvrir les sols bien illuminés du dehors

MARGUARETTE : C'est tellement long... à l'homme derrière elle : Vous n'auriez pas l'heure, monsieur ?

PIERRE SLOBONOVITCH : Oui, bonsoir. Pas encore l'heure de rentrer chez vous. D'autant que vous n'allez tout de même pas quitter la file comme ça, ce serait du gâchis.

MARGUARETTE : J'ai bien envie de signer le papier et de rentrer chez moi...

PIERRE SLOBONOVITCH, à moi : Et vous, quelle est votre signature ?

MOI : ...

PIERRE SLOBONOVITCH : Je m'en doute bien, on a pas de signature quand on a l'âge d'un cancelat. Vous devriez filer.

Par filer, il signifiait forcément de rester dans la file et de faire comme les autres, même si la lumière au bout, l'espèce de monceau de bureaux avec des papiers, des dossiers et derrière, des classeurs froids et distants, ne disait rien qui vaille

J'ai eu alors la sensation de m'être mis dans une très mauvaise situation, pleine de gens qui filent, signent, classent et ratifient, avec leurs lèvres raisonnablement fermées, et peut-être des portes qui conduisent sur des murs, des étages emplies de silence et des combles sans poussière ou saleté

Avec des escaliers très longs qui mènent dans des couloirs sans intérêt, des murs creux qui ne cachent rien, où les ronflements des machines qu'on entend pas raisonnent et ne font rien vibrer

J'ai alors pris la décision de m'enfuir, qui ne s'avéra être qu'une décision, puisque mes jambes restaient de marbre, et elles tremblaient comme du coton face à l'épreuve au loin, tellement incompréhensible qu'elle en devenait mystique, cette épreuve de prendre un des stylos bille avec chaîne et de faire des signes sur le papier que les bonshommes aux comptoirs tendaient, tout là-bas à la lumière

À la fin je me suis résolu à faire ce qui devait être fait, j'ai laissé une belle croix sur la ligne qu'on me montrait du doigt, avant de petit à petit quitter la salle comme ceux qui m'avaient précédé, et de retourner enfin au bon vieux soleil, m'égratignant la tête de pensées belles et filantes, de soulagement, et riant de ce type-là aux fontaines qui m'avait envoyé passer cette épreuve, tout en lui donnant ma reconnaissance discrète quant à la nature de ce que j'avais accompli

L'homme de la file a alors buté sur moi et s'est gaussé, avant d'emprunter la tête fière un passage menant au cœur de la ville, dans un coin étrange plein de lampadaires allumés inutilement dans le soir

J'ai alors pensé à des choses inédites

MOI : Peut-être qu'on m'attend autre part ; la terrasse, les fontaines, le pont, les bureaux, tout ça m'amène à un cheminement bien spécifique, une suite logique parfaite où le seul vrai triomphe de ma personne est là-bas après les lampadaires ; c'est sur le point de se réaliser en laissant des traces dans mon subconscient, c'est là à juger mes jambes ; je n'ai pas l'esprit à chercher précisément parce que la recherche s'est arrêtée nette à l'instant ; je reviendrai sur mes pas après l'expérience finale

Et comme je m'élançai, les sens arrivèrent, tout se débloquent, mon œil voyait, mon ouïe braillait, et mon nez s'élançait au loin

J'ai tendu les bras bien en l'air et suis arrivé nez à nez devant un établissement dans lequel je reconnus l'homme de la file qui de nouveau faisait la queue, cette fois-ci pas pour donner, mais pour recevoir, et tout autour de lui sentait bon

Je l'ai regardé ressortir avec un drap blanc plein d'un quelque chose, l'exact même que celui-des-fontaines avait lui aussi, et un air satisfait sur le visage, tant et si bien que je me précipitai à mon tour à l'intérieur pour en avoir un

Le bâtiment était rempli de lumières chaudes, avec des fenêtres fines sur tout le pourtour qui s'ouvraient sur la rue, un air de bienveillance et des gens tout-sourires, un comptoir en verre plein de beaux objets et de couleurs, un étalage d'osier derrière que nimbaient les rayons bien gentiment, et une personne en tablier, aimable et polie, tendant du bout de ses bras rompus de travail la somme de toutes ses peines vers les miens qui réclamaient sa bénédiction

J'ai serré un peu le paquet dans mes bras, ne l'ouvrant qu'à peine, et suis repassé par les lampadaires, devant le numéro **, sur le pont, devant les fontaines, jusqu'à l'immeuble que plus tôt dans la soirée, j'avais quitté en trombe

Et là-haut, comme j'étais de retour sur la terrasse, la nuit s'est mise à tomber progressivement, et il n'y avait aucun signe de vie dans cet appartement, hormis le mien, hormis celui que je berçais paisiblement dans mes bras, guéri et libre. ✎

Aragon en Résistance : un Poète chante la France

Durant la Seconde Guerre mondiale, alors que les Français se sentent plus seuls que jamais, Aragon fait avec d'autres le pari d'unifier le pays par la poésie et la culture, en trouvant des moyens de contourner la censure.

• MAXIMILIEN HERVEAU •

« La Résistance, c'est-à-dire l'espérance nationale, s'est accrochée sur la pente à deux pôles qui ne cédèrent point. L'un était le tronçon de l'épée, l'autre la pensée française. » C'est ainsi que le général de Gaulle, lors d'un discours à Alger en 1943, mit sur le même plan la Résistance armée et la Résistance intellectuelle. Cette dernière fut en partie menée par Louis Aragon (1897-1982). Avant la Seconde Guerre mondiale, il était un poète et un auteur dont on reconnaissait le talent, mais dont les prises de position souvent radicales étaient taxées d'opportunisme par ses détracteurs. Après la guerre, il est reconnu comme le poète de la Résistance, le grand poète national, chef de file des intellectuels du « parti des fusillés ». Il s'est engagé, à sa manière, dans la Résistance, pour permettre à la poésie d'exister, alors que la censure sévissait partout en France, et que cela passait pour la dernière chose à faire.

Au lendemain de la débâcle, la France est déchirée. Elle est désarmée, aux mains des Allemands pour la zone occupée et de Vichy pour la zone libre, où le gouvernement ne tarde pas à collaborer et à infliger la même censure qu'au nord. Parmi les Français, certains résistent, d'autres collaborent, beaucoup attendent. Les lendemains qui chantent apparaissent plus lointains que jamais. Mais alors que la seule chose utile semble être de se battre, certains défendent la Littérature. Pire : ils font des vers. Comble de l'indécence, on retrouve à la tête de ces individus un personnage connu de beaucoup, mais qui divise partout où il passe : Louis Aragon. Celui-là même qui a défendu la poésie pure à l'aube de sa carrière, crachant sur toute la tradition littéraire avec le surréalisme ; qui plus tard a épousé la cause du communisme et du « réalisme socialiste » dans ses romans ; et qui s'est radicalisé au point de justifier les purges soviétiques et le pacte de non-agression d'août 1939. C'est pourtant lui qui va être l'instigateur d'un des plus beaux épisodes de la poésie et de l'Histoire française, redonnant du sens à la première et de l'espérance à la seconde. Alors que tout se délite, il s'attache (avec d'autres, dont Éluard et Paulhan) à relier les Français pour leur donner une image de la France unie, non pas tant patriote qu'humaine, et qui a des raisons d'espérer.

Le contexte éditorial français durant la guerre, une fois l'Armistice signée, est marqué par une très grande censure, si bien qu'Aragon, dont le *Crève-cœur* a été publié en 1939 chez Gallimard, est contraint, sous la nouvelle direction de son ancien ami Drieu la Rochelle, de trouver d'autres moyens de s'exprimer. Il poursuivra la littérature dite de « contrebande » (s'identifiant au clus trover du troubadour Arnaud Daniel, qui « permettait aux poètes de chanter leurs Dames en présence même de leur Seigneur ») jusqu'en 1942, date à laquelle les revues qui le publiaient se voient intimer l'ordre de cesser leur activité par les autorités. Il passe alors à la littérature clandestine, anonyme, et dont la diffusion dépend directement de ses lecteurs.

En pleine débâcle, et alors que le PCF est dissous, Aragon réalise qu'il ne peut plus continuer dans la voie du réalisme socialiste. Sur-tout, il constate que ce dont les Français ont le plus besoin, c'est d'espoir, et de la possibilité de se sentir exister au sein d'un pays ayant une Histoire, et dont ils puissent être fiers. Il résumera lui-même que ce qui lui importait était de « correspondre parfaitement aux sentiments des hommes de l'automne 1940, qui n'étaient pas nourris de la main du maréchal Pétain. » L'ancien poète hermétique et romancier militant va se muer en poète voulant s'adresser à tous. Il renoue ainsi avec les formes les plus anciennes de la poésie française : le rondeau, la laisse, la ballade, ainsi que l'alexandrin, le décasyllabe et l'octosyllabe. Comme souvent chez Aragon, on peut tout résumer avec une strophe ; ainsi dans « Cantique à Elsa » : « Tu me dis laisse un peu l'orchestre des tonnerres/ Car par le temps qu'il fait il est de pauvres gens/ Qui ne pouvant chercher dans les dictionnaires/ Aimeraient des mots ordinaires/ Qu'ils puissent se répéter tout bas. »

Ces poèmes, il les écrit en exil, puisqu'il est recherché en raison de son militantisme communiste. Aussi, il est surprenant de constater à quel point il fut prolifique. Alors qu'il changeait constamment de lieu, entre Nice, Paris, Lyon et la Drôme, il écrit entre 1942 et 1944 pas moins de cinq recueils (dont *Les Yeux d'Elsa* et *La Diane française* sont les plus célèbres), et participe à de nombreux ouvrages collectifs (*L'Honneur des poètes*). Il est d'autant plus étonnant de remarquer qu'ils montrent un écrivain extrêmement érudit, capable de mobiliser toutes les figures de l'imaginaire et de l'Histoire française, connues de tous, au nombre desquelles on compte Jeanne d'Arc, Richard Cœur-de-Lion, Louise Labé, mais aussi des personnages légendaires : Merlin, Guenièvre, Tristan ou encore Yseult. Il mêle à ceux-ci des héros contemporains : Gabriel Péri et Péguy, pour ne citer qu'eux. C'est ainsi que naquirent la magnifique « Ballade de celui qui chanta dans les supplices », ou encore la « Légende de Gabriel Péri ».

Mais parmi les lecteurs, peu connaissent l'auteur de ces poèmes : par souci de sécurité, les poèmes sont anonymisés. En plus de montrer qu'Aragon ne cherche pas à tout prix à imposer son nom, cela démontre que durant cette période, c'était le texte en lui-même que l'on retenait, pour ce qu'il charriait, pour la chanson qu'il faisait monter. Reprenant, dans la préface de *La Diane française*, l'image du voisin dans la rue auquel on reprend l'air entêtant qu'il sifflait avant de le donner à un autre, il conclut : « Les refrains murmurés se propagent fort bien. »

Cette littérature clandestine a dû trouver des moyens de se diffuser en dehors des circuits classiques, et a su redoubler d'ingéniosité afin qu'ils parcourent la France. À la suite de l'exécution d'otages communistes dans les camps de Chateaubriand et Nantes, le 22 octobre 1942, Aragon se voit confier l'écriture d'un texte. La consigne est on ne peut plus précise, résumée en une note de Jacques Doucet : « Fais de cela un monument ». Il le fera dans un texte intitulé « Les Martyrs », qui sera diffusé à l'aide de la reproduction au carbone, un procédé renommé « conspiration des machines à écrire ». Cela fonctionne si bien que, de Nice, il arrive à Paris en huit jours, grâce à la transmission de main en main, et parvient jusqu'à Londres, où il est lu à la radio ! Aragon parlera ainsi de ce texte dont la qualité n'était pas littéraire : « C'était peut-être mal écrit, mais il n'y a rien au monde dont je sois plus fier que d'avoir écrit ce texte-là. Je vous jure que je donne tous les Paysans de Paris et tous les Crève-cœur pour ces quelques pages qui de machine en machine ont fait le tour de la France, et le tour du monde. » (*L'Homme communiste*, 1946)

De nombreux auteurs, intellectuels et artistes se rejoignent bientôt pour former la Résistance intellectuelle. C'est avec le Comité National des Écrivains, fondé en 1942, qu'elle va s'organiser, autour de deux maisons d'édition : Minuit, fondée par Pierre de Lescure l'année précédente, et la Bibliothèque française, dirigée par Aragon. Le procédé de copie carbone est abandonné pour des imprimeries clandestines. La diffusion est assurée par le réseau Étoiles, qui relie les individus par de petites cellules indépendantes. Son succès, on le connaît par les témoignages : on sait que certains poèmes sont devenus des chansons, que d'autres ont atteint les prisons, que Boris Taslitzky en a réalisé une fresque pour ses camarades de détention, qu'on en déclamaient à la radio londonienne. Mais cette entreprise a aussi eu son lot de critiques, et Aragon fut le premier dans la ligne de mire des détracteurs de cette poésie de Résistance.

Les critiques, on le sait, mêlent plusieurs sentiments, et si certaines sont mâtinées de mauvaise foi, d'autres peuvent avoir un fond pertinent. À l'inverse d'un André Breton, dont la critique n'est que formule, Benjamin Péret a su, dans le *Déshonneur des poètes*, analyser en profondeur ce qu'induisait une telle poésie. Si l'on ne retient que les formules « choc » (« l'honneur de ces poètes consiste à cesser d'être poète pour devenir agent de publicité »), qui pointent du doigt la faiblesse des vers de la Résistance (parfois à juste titre), c'est dans l'idée que toute poésie se mettant « au service de », fût-ce de la liberté, « cesse d'abord d'être un poème » avant d'être un obstacle à la liberté véritable. En interne, c'est l'opportunisme d'Aragon qui a parfois fait l'objet de critiques. En effet, celui-ci cherchait avant tout à diffuser ses textes, pour toucher au maximum. Et cela se faisait parfois au prix de la qualité des vers, comme de la qualité des éditions. Cela fut particulièrement sensible lors de la publication du recueil collectif *Europe*, dont la précipitation et la faiblesse étaient si visibles que Lescure le renommait ironiquement « Tandis que j'aragonise ».

Il ne faut donc pas être aveugle sur ce que fut cette entreprise, et ne pas trop la romancer (et c'est ce qui a pu conduire l'après-guerre à faire d'Aragon le Grand poète national). Mais il faut également savoir être sensible au courage qu'impliqua la conquête des Français par la culture en une telle période. Aragon a su montrer que s'il y avait une poésie, elle devait parler à tous, quand l'homme perdu en son pays n'a plus aucun paysage où poser ses yeux. Il a su construire la France à partir de son actualité et de sa tradition ; à partir de son histoire et de ses mythes, il a su créer ce lien enfoui sous la poussière et lui redonner du sens ; il a montré que cette France qui souffrait avait des ressources dans ses racines les plus profondes, et que les mains tendues se rejoignent comme les refrains murmurés se propagent. C'est pour cela qu'aujourd'hui, « Il n'y a pas d'amour heureux », « Est-ce ainsi que les hommes vivent » et « La rose et le réséda » résonnent encore à nos oreilles : parce qu'ils font partie, non seulement de l'histoire de la poésie, mais de l'histoire de France, qu'ils en sont le patrimoine. Et c'est encore Aragon qui le dit mieux que tout autre : « Mon pays qui chantait abordait la lumière ! »



Kiddy Smile

• TITOUAN

Conquérir la scène mondiale, la musique électronique française l'a déjà fait. Malgré l'espace insuffisant qui lui est dédié, elle continue, grâce à des ambassadeurs issus de différents héritages, à défendre son territoire... jusque sur le parvis de l'Élysée.

Il est aujourd'hui difficile de trouver en France des festivals à la programmation 100 % électronique hors de la capitale, malgré une infiltration généralisée dans les événements qui n'ont plus de rock que le nom et l'esprit. En effet, vingt ans après l'immense vague « French Touch », la France a encore du mal à accepter un genre qui est souvent associé à l'assourdissement, la débauche, et, bien évidemment, à la consommation de stupéfiants. Une image qui lui colle à la peau sans raison véritable, si ce n'est les « débordements » auxquels elle est liée, conséquences directes des restrictions qu'elle a toujours subies. Et pour cause : tout aussi politique que ses genres camarades, la musique électronique a servi et continue de servir de porte-voix aux causes de diverses minorités.

Marquer les esprits devient primordial

À travers ses origines autant qu'à travers les messages et l'énergie qu'elle transmet, elle est la musique de la révolte et de l'avenir par excellence. Née dans les milieux queer et afro-américains, elle servait d'abord de contestation, symbole d'émancipation, d'acceptation de soi et de prise de pouvoir. L'anonymat qui l'entoure depuis des décennies trouve même son origine dans la protection de l'identité de ses acteurs. Sa stigmatisation par l'ordre établi n'est donc qu'une simple conséquence de l'importance et de l'ampleur du combat qu'elle permet de mener. La suite logique de cette lutte lorsqu'elle est transposée dans l'ère de l'information, c'est l'infiltration. En effet, de retour en France, le problème vient majoritairement d'une ignorance généralisée de ce qu'est la musique électronique, entretenue par des médias qui ne la comprennent pas et ne veulent pas la comprendre. Marquer les esprits devient primordial, afin de faire découvrir ce pan renié de la culture, et raconter une histoire de lutte(s).

Un chapitre de cette longue histoire vient peut-être de s'écrire le 21 juin dernier. Un des rares avantages de l'esprit que notre Président tente d'incarner, à savoir la jeunesse et la modernité, est sa volonté souvent autodestructrice de suivre les tendances. De ce point de vue-là, une tendance plutôt fiable depuis son existence, puisqu'héritière directe de feu la French Touch, est incarnée par Ed Banger Records (label de Justice, SebastiAn, Mr. Oizo...). Emmanuel Macron a donc fait appel au fondateur du label, Pedro Winter, ancien manager des Daft Punk, afin qu'il constitue une équipe de DJs qui viendraient défendre leur savoir-faire sur le parvis de l'Élysée à



à l'Elysée

LE GOUIS •

l'occasion de la fête de la musique. Pedro Winter, alias Busy P, a donc fait appel à Cézaire, à son ami Kavinsky, garantissant ainsi la réservation des 2000 places gratuites disponibles, mais aussi à Chloé et Kiddy Smile, deux des plus illustres représentants de la communauté LGBTQ+ parmi les DJs français. La première ouvre le bal et décide de jouer son set sobrement et simplement, tandis que la présence et la performance du second ont frappé une grande partie de la classe politique. Le jeune homme portait un t-shirt à l'inscription puissante : « Fils d'immigrés, noir et pédé », et était accompagné de danseurs de « voguing », transformant l'escalier du palais présidentiel en une piste de danse enflammée. Le *voguing* trouve son origine dans le New York des années 70, toujours dans les milieux queer et afro-américains : il s'agit alors d'envahir les clubs pour en faire des lieux d'expression libre, à travers une danse qui s'inspire de la posture adoptée par les mannequins sur la couverture du magazine *Vogue* (d'où son nom). La performance de Kiddy Smile et de ses amis danseurs en est une très belle démonstration : il est aussi possible de citer le célèbre documentaire Paris Is Burning comme une représentation très juste de ce mouvement.

En guerre pour se faire entendre

La volonté de Kiddy Smile, reconnu aujourd'hui comme l'un des principaux ambassadeurs du *voguing* à Paris, était donc de profiter de cette invitation pour délivrer une bombe figurative dans le ventre de la bête. Mettant en cause la loi anti-immigration, ainsi que la politique faussement bienveillante du gouvernement envers la communauté LGBTQ+, le jeune DJ queer et racisé qui a fait danser 2000 personnes au sein du plus haut lieu de pouvoir a laissé une belle trace. Le symbole est d'autant plus fort qu'il renoue avec les origines de la musique électronique. Il s'impose à ceux qui ne veulent pas le voir, qui détournent le regard, qui ne se sont pas privés de jeter sur les réseaux sociaux leurs plus beaux clichés homophobes et racistes, meilleure preuve s'il en fallait une que l'opération est un franc succès. Les retombées mélioratives sur l'image d'En Marche et de leur leader ne sont que secondaires : une telle occasion ne se présente déjà que très rarement, s'en saisir était primordial. C'est chose faite. L'ensemble des artistes de la soirée ont pris la décision de reverser leur cachet, qui s'élève à 1500 euros chacun, à des causes délaissées par la personne même qui les a invités : une association d'aide aux migrants pour Kiddy Smile, des associations féministes et de soutien contre les violences sexistes pour ses quatre camarades. Il eût été difficile de faire plus fort. Il reste donc, comme pour toutes les conquêtes, l'espoir que cette petite bataille, plutôt sage certes, mais symboliquement forte, fasse avancer la grande guerre de la musique électronique au sein du paysage français. ✎

Contre la « monarchie du sexe »

À la moitié des années soixante commence la « Révolution sexuelle ». Retour sur la critique qu'en a fait Michel Foucault, pointant du doigt le revers de cette conquête de la sexualité dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

• RÉMY CONCHE •

Ce qui est propre aux sociétés modernes, ce n'est pas qu'elles aient voué le sexe à rester dans l'ombre, c'est qu'elles se soient vouées à en parler toujours en le faisant valoir comme le secret. » (Michel Foucault, *Histoire de la sexualité I, La Volonté de savoir*). Pour ceux qui connaissent seulement de réputation l'œuvre de Michel Foucault, cette phrase peut choquer. Comment un intellectuel dont les concepts sont présents dans les textes de bon nombre d'associations LGBT peut-il aller à l'encontre de l'idée que le discours sur le sexe est opprimé ? De prime abord, le sexe est devenu omniprésent dans nos sociétés. On le retrouve partout, et, ces derniers temps, surtout à travers la question de l'orientation sexuelle : des chaînes YouTube engagées aux manifestations LGBT en passant par des passages piétons ou des interviews tournées en dérision sur les réseaux sociaux. Cette libération de la parole qui est elle-même le fruit de la libération sexuelle semble pourtant de plus en plus contestée, critiquée voire moquée. Michel Foucault, bien que favorable dans un premier temps à ce mouvement, n'a pas manqué de critiquer ses dérives et ses répercussions finalement néfastes pour l'individu. Toutefois, il demeure encore l'une des références intellectuelles incontournables des mouvements LGBT.

Il devient difficile depuis quelques années de mener un débat sans faire appel, de manière plus ou moins consciente, aux notions mises en place par Michel Foucault et reprises par Judith Butler. La parution de ses *Œuvres* dans la collection « Pléiade » en 2015, ainsi que la publication du dernier volume de *Histoire de la sexualité* en 2018 (Michel Foucault, *Histoire de la sexualité IV, Les Aveux de la chair*), témoignent de l'actualité d'un intellectuel qui, bien que mort, n'a pas encore dit son dernier mot.

Le faux tabou de la sexualité, ou l'hypothèse répressive selon Michel Foucault

Lorsque paraît le premier volume de *Histoire de la sexualité* en 1976, la France est occupée à faire sa « libération sexuelle ». Le sujet est partout, tous les Français sont tenus de se réaliser sexuellement, surtout si leur sexualité est opprimée. Il semblerait légitime de penser qu'après quarante ans de lutte, nous avons conquis notre liberté, et il semble, à première vue, que ce soit le cas. Cependant, après toutes ces années, les débats autour de la sexualité – devenus omniprésents – semblent toujours aussi tendus et ceux qui les suscitent sur la défensive, comme s'ils étaient toujours en état de siège après quatre décennies.

Dans un entretien de janvier 2018, Mgr. Aupetit expliquait au journal *Le Monde* que ce n'était plus le sexe qui était tabou mais Dieu. L'intuition de Mgr. Aupetit est juste : aujourd'hui, nous parlons ouvertement de sexe, partout, tout le temps, comme s'il s'y logeait LA vérité de notre existence. Mais il faut remarquer que bien souvent cette parole prend les accents d'une lutte contre la domination. Sur YouTube, Twitter, Facebook et autres réseaux sociaux ou plateformes de partage, ceux qui prennent la parole sur ce sujet s'estiment opprimés, ce qui *de facto* justifie leur prise de parole.

C'est ce que Michel Foucault appelle « l'hypothèse répressive » (*Histoire de la sexualité I, La Volonté de savoir*) : faire du sexe un tabou permet de susciter la parole de ceux qui se sentent opprimés dans leur sexualité. Ainsi, ces individus participent malgré eux à une mise en discours de la sexualité qui peut alors devenir un objet de pouvoir. Il n'y a donc pas eu de répression de la sexualité, mais un contrôle de celle-ci par une incitation croissante à parler du sexe.

Mais pourquoi un tel dispositif ? « *Le savoir légitime l'exercice du pouvoir qui, de son côté, lui fournit de nouveaux objets d'investissement* » (Jean-François Bert, *Introduction à Michel Foucault*, 2011). Le sexe fait partie de ces nouveaux objets. Et ces savoirs créent en quelque sorte un sujet réprimé qu'ils promettent de libérer. C'est ce qu'explique Foucault lors d'une interview au *Nouvel Observateur* en 1977 : « *Ils [les policiers du sexe] nous tendent un piège redoutable. Ils nous disent à peu près : « Vous avez une sexualité, cette sexualité est à la fois frustrée*

et muette, d'hypocrites interdits la répriment. Alors, venez à nous, dites-nous, montrez-nous tout ça, confiez-nous vos malheureux secrets... » ». Il ajoute : « *Ce type de discours est, en fait, un formidable outil de contrôle et de pouvoir. Il se sert, comme toujours, de ce que disent les gens, de ce qu'ils ressentent, de ce qu'ils espèrent. Il exploite leur tentation de croire qu'il suffit, pour être heureux, de franchir le seuil du discours et de lever quelques interdits. Et il aboutit à faire rabattre et à quadriller les mouvements de révolte et de libération.* » (*Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2001, p. 259)

Ces mots choquent car chacune de ces lignes trouve un écho dans l'actualité. Tout d'abord, comment ne pas voir dans certains passages piétons parisiens, dorénavant aux couleurs de l'arc-en-ciel, cette posture faussement bienveillante du pouvoir politique à l'égard de la communauté LGBT ? Comment ne pas voir dans les tableaux de classification des sexualités postés sur les réseaux sociaux – si précis qu'ils pourraient faire pâlir Karl von Linné lui-même – ce fameux quadrillage des mouvements de révolte et de libération ? L'allongement progressif du sigle LGBT qui pourrait devenir LGBTQQIAAP – accueillant ainsi dans cette frénésie taxinomique les Queer, Questioning, Intersex, Asexual, Allies and Pansexual – ne fait que témoigner de l'intégration involontaire des minorités sexuelles dans les systèmes de contrôle du pouvoir. Pour tous les membres de ces minorités l'illusion est de croire que dans l'acte sexuel il est possible de se révéler à soi-même alors qu'ils se limitent à une dimension identitaire qui est une forme d'enfermement.

Pour Michel Foucault, l'erreur fondamentale est d'avoir voulu trouver la vérité de notre être dans notre sexualité. C'est cette « volonté de savoir » qui a provoqué ces jeux de pouvoirs qui ont fini par créer ce qu'il appelle « l'austère monarchie du sexe ». Dans ce cadre, l'omniprésence du sexe dans nos sociétés ne témoigne pas d'une libération sexuelle mais d'un auto-asservissement. D'où son refus « *d'accepter le fait que l'individu pourrait être identifié avec et à travers sa sexualité* ». On comprend mieux pourquoi Foucault affirmera ce qui suit : « *Bien que du point de vue tactique il importe à un moment donné de pouvoir dire « Je suis homosexuel », il ne faut plus à mon avis à plus long terme et dans le cadre d'une stratégie plus large poser des questions sur l'identité sexuelle. Il ne s'agit donc pas en l'occurrence de confirmer son identité sexuelle, mais de refuser l'injonction d'identification à la sexualité, aux différentes formes de sexualité. Il faut refuser de satisfaire à l'obligation d'identification par l'intermédiaire et à l'aide d'une certaine forme de sexualité.* » (Michel Foucault, *Dits et écrits II*, op. cit. p. 1481). Il justifiera également sa ligne de conduite en ajoutant qu'« *il n'est d'ailleurs pas indispensable de tout proclamer. Je dirais même que je trouve cela dangereux et contradictoire.* » (*ibid.*, p. 1482).

Finalement, Michel Foucault invite à se libérer de la « libération sexuelle » en reconnaissant que le discours libertaire est factice et incite à un auto-assujettissement. Ce retournement, une fois opéré, doit mener l'individu à entreprendre sa propre construction de lui-même, ce qui passe par l'adoption d'un idéal pratique qui permet de se départir de toute vérité intérieure qui limiterait fortement les possibilités de son existence. Foucault résume ainsi cette position : « *Fabriquer d'autres formes de plaisirs, de relations de coexistences, de liens, d'amour, d'intensité* » (*ibid.*, p. 261). Il s'agit de remettre au centre de notre sexualité non pas la vérité, mais la créativité.

Nous ne devons donc pas nous féliciter de la libération sexuelle d'il y a quarante ans, ni de celle d'aujourd'hui car elles ont répandu partout « l'austère monarchie du sexe ». Tous ces mouvements qui tendent à faire croire que la vérité de l'homme se trouve dans sa sexualité ne font que jouer le jeu du pouvoir et créent de la misère sexuelle. Ces mouvements, descendants de ceux de la libération sexuelle, se font les relais des dépositaires du pouvoir et disent « *pour savoir qui tu es, sache ce qu'il en est de ton sexe* », et ainsi l'homme cherche sa vérité de sujet humain là où elle n'est pas tout en limitant les possibles de son existence. Foucault a raison d'appeler à la créativité car en épousant celle-ci l'individu cessera de jouer le jeu du pouvoir (que ce soit celui des communautés, de la politique, de la société) pour embrasser toute la potentialité de son existence dans laquelle semblerait davantage résider sa nature. ✎



À l'ombre du drapeau

Au terme de ce numéro sur la conquête, revenons sur une célèbre photographie qui en dit long... par ce qu'elle ne montre pas. Le thème et ses zones d'ombre condensés en une image.

• ÉTIENNE MIQUEU •

En matière de conquête comme de photographie, il y a toujours un point de vue : l'œil de l'objectif regarde depuis un lieu, éclairant un champ au détriment d'un hors-champ ; parler de conquête nécessite d'adopter une perspective, celle du conquérant, ou celle du conquis.

Raising the flag on Iwo Jima est prise en février 1945 par un photographe américain, lors d'une attaque navale et aérienne sur l'île d'Iwo Jima, qui sert alors aux Japonais de poste d'interception pour surveiller les bombardiers ennemis. C'est aussi un territoire symbolique, le premier à être menacé d'appropriation par l'armée américaine. Un territoire où a lieu une bataille profondément ancrée dans l'imaginaire de l'héroïsme américain, à cause notamment de cette photographie, reproduite en d'innombrables exemplaires : affiches, journaux, timbres et cartes postales...

L'image en appelle bien d'autres : un drapeau américain planté sur la lune, un « drapeau rouge sur le Reichstag », encore un autre brandi chez Delacroix... C'est toute une imagerie de la conquête qui défile. Mais il y a aussi l'à côté de la photographie, son hors-champ. Les Japonais, bientôt vaincus, perdent leurs visages, la photographie ne ménageant aucun autre espace que celui d'une conquête certaine, pleine, dans un pur point de vue américain. Le sentiment de conquête emporte tout : aucun antagoniste,

sinon un sol informe, une terre à prendre (et non à défendre), sans que l'on sache vraiment à quoi elle renvoie. Le drapeau s'élève vers le ciel, inébranlable. Au sommet de l'île, les *Marines* paraissent le dresser comme sur le mât d'un bateau : il devient l'étendard d'une victoire prochaine et l'emblème d'une ascension collective. Sous les pieds des soldats, des Japonais morts ou encore tapis dans les cavités de cette île volcanique.

Un autre hors-champ : le gouvernement américain qui utilise l'image pour sa campagne d'obligations de guerre (*7th war bonds*). Car si conquérir consiste à étendre son emprise sur une chose, c'est en l'occurrence non seulement une île, mais aussi, par répercussion, les consciences américaines. Il faut emporter l'adhésion, le sentiment de la victoire : « *I want you to buy war bonds now!* » lancent les affiches placardées dans les rues. C'est aussi une conquête de séduction. Les journaux se jettent sur le cliché et tentent de revitaliser ces corps photographiés, que l'on croirait de pierre. Le président Roosevelt demande à les faire revenir aux Etats-Unis, mais l'un d'entre eux est déjà mort au combat, et l'on en fait venir un autre à la place par erreur... Les familles n'apprennent la méprise que des années plus tard. Leur croyance en cette image était biaisée. Mais la campagne de financement a un succès fulgurant, les citoyens sentent qu'ils se rallient à cette conquête. Eux aussi hissent le drapeau.

Tous les hors-champs de cette photographie ont été filmés par Clint Eastwood dans l'inoubliable diptyque formé par *Mémoire de nos pères* et *Lettres d'Iwo Jima* (2006) : il montre la bataille, terrible, dont l'épisode du drapeau dressé s'avère bien dérisoire face au traumatisme, d'autant plus qu'il ne signe pas la fin de l'affrontement ; il montre la campagne de financement, tout aussi dérisoire, les cocktails mondains et les grands discours. Surtout, il montre à quel point un événement, ici le planté de drapeau, ne peut être rejoué qu'en étant déformé. Cette photographie et ses multiples reproductions capturent moins la plénitude d'un sentiment conquérant qu'elle ne renvoie à un rejet nécessairement problématique de l'événement. Tout ce qui en reste, c'est une trace confuse, une ombre transformée en icône.

Un drapeau sur un point culminant. Cette idée de hauteur traverse les imaginaires de la conquête, ce que rappelle cette montagne dévorée par des mains tendues vers le ciel que Paul Fourcou a disséminée dans nos pages, tandis que les articles de ce numéro nous ont montré à quel point la montagne a plusieurs versants : tous ne sont pas éclairés par le soleil, et il suffit de changer de point de vue, de sortir du champ, pour remarquer qu'une conquête est souvent plus retorse qu'il n'y paraît.

Le parti à la conquête des esprits

La nouvelle chronique « Texte choisi » se propose de mettre en lumière le thème à travers l'extrait de l'œuvre d'un auteur dont les écrits sont désormais libres de droit : en l'occurrence, Simone Weil sur la conquête.

• Texte choisi par LOUIS BARCHON •

Figure de proue de l'anarchisme chrétien avec Léon Tolstoï, Simone Weil est une philosophe française dont l'indignation morale a touché tous les systèmes, que ce soit l'Eglise catholique ou la société industrielle dont elle a pu faire l'expérience à l'usine pendant un an. Elle critique ici le système des partis et s'inquiète notamment de la lutte des factions, dénoncée par les révolutionnaires de 1789 à 1871, et qui domine la scène politique de la Troisième République, du parti radical au parti communiste. Elle y perçoit une conquête par le dogmatisme et la démagogie militante, qui est malheureusement toujours d'actualité.

« Pour apprécier les partis politiques, selon le critère de la vérité, de la justice, du bien public, il convient de commencer par en discerner les caractères essentiels. On peut en énumérer trois :

un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective ;

un parti politique est une organisation construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres ;

la première fin, et en dernière analyse, l'unique fin de tout parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite.

Par ce triple caractère, tout parti est totalitaire en germe et en aspiration. S'il ne l'est pas en fait, c'est seulement parce que ceux qui l'entourent ne le sont pas moins que lui. Ces trois caractères sont des vérités de faits évidentes à quiconque s'est approché de la vie des partis. Le troisième est un cas particulier

d'un phénomène qui se produit partout où le collectif domine les êtres pensants. C'est le retournement de la relation entre fin et moyen. Partout, sans exception, toutes les choses généralement considérées comme des fins sont par nature, par définition, par essence et de la manière la plus évidente uniquement des moyens. On pourrait en citer autant d'exemples qu'on voudrait dans tous les domaines. Argent, pouvoir, Etat, grandeur nationale, production économique, diplômes universitaires ; et beaucoup d'autres.

[...] On pose en axiome que la condition nécessaire et suffisante pour que le parti serve efficacement la conception du bien public en vue duquel il existe est qu'il possède une large quantité de pouvoir. Mais aucune quantité finie de pouvoir ne peut jamais être en fait regardé comme suffisante, surtout une fois obtenue. Le parti se trouve en fait, par l'effet de l'absence de pensée, dans un état continu d'impuissance qu'il attribue toujours à l'insuffisance du pouvoir dont il dispose. Serait-il maître absolu du pays, les nécessités internationales imposent des limites étroites.

[...] S'il y a trois membres de plus cette année que l'an dernier, ou si la collecte a rapporté cent francs de plus, ils [les adhérents] sont contents. Mais ils désirent que cela continue indéfiniment dans la même direction. Jamais ils ne concevraient que leur parti puisse avoir en aucun cas trop de membres, trop d'électeurs, trop d'argent.

[...] Un homme qui adhère à un parti a vraisemblablement aperçu dans l'action et la propagande de ce parti des choses qui lui ont paru justes et

bonnes. Mais il n'a jamais étudié la position du parti relativement à tous les problèmes de la vie publique. En entrant dans le parti, il accepte des positions qu'il ignore. Ainsi il soumet sa pensée à l'autorité du parti. [...] Si un homme disait, en demandant sa carte de membre : « Je suis d'accord avec le parti sur tel, tel, tel point ; je n'ai pas étudié ses autres positions et je réserve entièrement mon opinion tant que je n'en aurai pas fait l'étude », on le prierait sans doute de repasser plus tard. Mais en fait, sauf exceptions très rares, un homme qui entre dans un parti adopte docilement l'attitude d'esprit qu'il exprimera plus tard par les mots : « Comme monarchiste, comme socialiste, je pense que... ». C'est tellement confortable ! Car c'est ne pas penser. Il n'y a rien de plus confortable que de ne pas penser.

[...] La suppression des partis serait du bien presque pur. [...] Les candidats diront aux électeurs, non pas : « J'ai telle étiquette » — ce qui pratiquement n'apprend rigoureusement rien au public sur leur attitude concrète concernant les problèmes concrets — mais : « Je pense telle, telle et telle chose à l'égard de tel, tel, tel grand problème. »

[...] On en est arrivé à ne presque plus penser, dans aucun domaine, qu'en prenant position « pour » ou « contre » une opinion. Ensuite on cherche des arguments, selon le cas, soit pour, soit contre. C'est exactement la transposition de l'adhésion à un parti.

[...] Même dans les écoles on ne sait plus stimuler autrement la pensée des enfants qu'en les invitant à prendre parti pour ou contre. On leur cite une phrase de grand auteur et on leur dit : « Êtes-vous d'accord ou non ? Développez vos arguments. » A l'examen les malheureux, devant avoir fini leur dissertation au bout de trois heures, ne peuvent passer plus de cinq minutes à se demander s'ils sont d'accord. Et il serait si facile de leur dire : « Méditez ce texte et exprimez les réflexions qui vous viennent à l'esprit ».

Presque partout — et même souvent pour des problèmes purement techniques — l'opération de prendre parti, de prendre position pour ou contre, s'est substituée à l'obligation de la pensée. »

- Note sur la suppression générale des partis politiques, 1940 (*Écrits de Londres*, non parus de son vivant)

ANTILOPE

Directrice	Johanna Koyanvale Tormo	Rédacteurs	Loïc Guérineau, Valentin Lemaire, Pierre Kerzerho, Claire Egnell, Ghislain Lunven, Alexandre Delangle, Thomas Drouot, Jules Cornetet, Aurélien Dousseron, Gaspard Perreau-Saussine, Bertrand Bouet, Maximilien Herveau, Tistouan Le Gouis, Rémy Conche par Corlet Imprimeur SA
Rédacteur en chef	Étienne Miqueu et Louis Barchon		
Secrétaire de rédaction	Antoine Dézert	Imprimé à Condé-sur-Noireau	Association régie par la loi de 1901
Président honoraire	Mario Ranieri Martinotti	Adresse mail	redaction.lagazelle@gmail.com
Chefs de rubrique	Bonilia Williams, Ghislain Lunven, Justine Ghannad et Elie Beressi, Jules Cornetet et Mathilde Col, Inès Delpuech, Bertrand Bouet, Constance Lapeyre	Facebook	Journal La Gazelle
Directrice artistique	Alice Morel	Partenariats	SciencesPo
Trésorier	Antoine Dézert		
Communication	Solène Galliez		
Illustrateur	Paul Fourcôu, Lodi Marasescu		